

**J.-M. Vincent, J. Hirsch, M. Wirth,
E. Altvater, D. Yaffe**

**L'Etat contemporain
et le marxisme**

FRANÇOIS MASPERO
1, place Paul-Painlevé, V^e
PARIS
1975

Éléments pour une théorie matérialiste de l'État

I. Sur le concept général d'Etat bourgeois

La sociologie bourgeoise actuelle se risque encore à peine à poser sur le plan théorique la question de l'Etat. Son caractère bourgeois ne se manifeste pas en dernier lieu dans le fait qu'elle déclare la forme actuelle de l'Etat naturelle et évacue ensuite ce problème de son horizon. Comme elle est incapable de développer un concept à partir des lois historiques du mouvement de la société actuelle, son « Etat » se manifeste comme un appareil organisateur contingent, une coquille vide, de telle sorte qu'il n'importe que de décrire sa fonction technique ainsi que les influences politiques diverses qui s'exercent sur lui. La forme elle-même reste inexplicée, et le contexte social des processus politiques qui apparaissent est mis entre parenthèses¹. La renonciation, sans doute nécessaire du

1. A ce sujet, la situation actuelle se différencie encore fondamentalement du relatif apogée de la théorie bourgeoise de l'Etat jusqu'à la fin de la république de Weimar [1927 — *N.d.T.*], qui est associée aux noms de Jellinek, Gumplowitz, Oppenheimer, Smend, Kelsen, C. Schmitt et Heller. Elle peut, au premier abord, être interprétée comme un écho idéologique de la révolution bourgeoise avortée et de la tardive instauration de l'Etat bourgeois dans l'Allemagne prussienne. Ce n'est pas un hasard également s'il se trouve dans la période récente des critiques, surtout conservateurs, de l'Etat démocratique bourgeois, tel Ernst Forsthoff, qui parviennent dans un premier temps à des évaluations encore utilisables de l'Etat. Significatif de la situation présente de la « théorie » bourgeoise de l'Etat est l'article récapitulatif de Martin Drath dans l'*Encyclopédie protestante de l'Etat (Evangelisches Staatslexikon, Stuttgart, 1966, p. 2114 et s.)*, qui adopte une analyse « historico-génétique », acceptable jusqu'au moment historique de la formation de l'Etat bourgeois, mais interrompt brusquement cette analyse lors de la détermination de l'« Etat moderne », et repart alors avec un point de vue fonctionnel très

fait du caractère de classe de cette science, à une théorie sociale reflétant la loi du développement historique fait déchoir la théorie bourgeoise actuelle de l'Etat au rang d'une sociologie formelle de l'organisation ou d'une abstraite théorie d'un système, dépouillée de toute perspective historique ou sociale, dont la caractéristique la plus saillante est, avec cette renonciation à tout jugement historique, l'orientation vers un maniement social-technologique et une utilisation idéologique². Nous nous épargnons ici une présentation développée de la théorie bourgeoise de l'Etat qui serait une histoire de sa vulgarisation et de sa fonctionnalisation, et nous renonçons également à la discussion de points de vue plus récents, de laquelle ne pourrait guère sortir qu'une critique idéologique, eu égard à l'état désolant de la situation. Au lieu de quoi nous partons des bases d'une théorie matérialiste de l'Etat, telles qu'elles ont été développées par Marx et Engels au cours de leur examen de « l'anatomie de la société bourgeoise » et largement niées jusqu'à aujourd'hui, pour des raisons compréhensibles, par la science bourgeoise. Par là est posé en préalable que « les rapports juridiques ainsi que les formes de l'Etat ne peuvent être compris ni par eux-mêmes ni par la prétendue évolution générale de l'esprit humain, mais qu'ils prennent au contraire leurs racines dans les conditions d'existence matérielles³ », et que ces conditions matérielles de l'existence doivent être comprises tout d'abord en tant que modes de production, c'est-à-dire en tant que modalités sociales par lesquelles les individus produisent et entrent en contact. Marx dit à ce propos : « C'est toujours dans le rapport immédiat entre le propriétaire des moyens de production et le producteur direct (rapport dont les différents aspects correspondent naturellement à un degré défini du développement des mé-

confus. Certes, il décrit le développement historique jusqu'à la formation de l'Etat bourgeois avec un outillage conceptuel qui se rapporte aux modifications historiques des conditions de production et des rapports entre les classes, mais apparaissent dans l'analyse des termes aussi verbeux que « besoin d'ordre », « système », « modification », « coordination », « motivation » — bref, le substrat matériel de l'investigation s'est volatilisé entre ses doigts.

2. Pour une critique de quelques points de vue modernes, voir J. HIRSCH, St LEIBFRIED, *Materialien zur Wissenschafts — und Bildungspolitik* (Matériaux pour une politique scientifique et de formation), Francfort/Main, 1971, p. 248 et s.

3. Karl MARX, préface de la *Contribution à la critique de l'économie politique*, Editions sociales, Paris, 1957, p. 4.

thodes de travail, donc à un certain degré des forces productives sociales, qu'il faut chercher le secret le plus profond, le fondement caché de tout l'édifice social et par conséquent de la forme politique que prend le rapport de souveraineté et de dépendance, bref, la base de la forme spécifique que revêt l'Etat à une période donnée⁴. »

La société bourgeoise se constitue sur la division du travail, sur la production privée reposant sur la propriété privée et sur l'échange. La forme spécifique de la socialisation est déterminée par les travaux privés exercés indépendamment les uns des autres, et la cohésion sociale, qui s'impose nécessairement derrière le dos des producteurs et sans leur contrôle conscient, « s'exprime dans la valeur d'échange, car c'est grâce à elle seulement que l'activité, ou le produit, de chaque individu devient pour lui une activité et un produit. [...] Le caractère social de l'activité et du produit ainsi que la participation de l'individu à la production sont, ici, étrangers et réifiés en face de l'individu. Les relations qu'ils entretiennent sont, en fait, une subordination à des rapports qui existent indépendamment d'eux et surgissent du choc entre les individus indifférents les uns aux autres. [...] Le rapport mutuel de tous les individus particuliers se présente à eux comme une chose étrangère et indépendante⁵. » Plus l'échange entre les producteurs privés se développe, avec la pénétration de la société bourgeoise, plus la valeur d'échange est à l'origine de la cohésion sociale, et plus tôt disparaissent la possibilité et la nécessité d'instaurer la cohésion de la société à travers les formes de rapports de dépendance personnelle et de sujétion directe. Avec le développement historique de mode de production capitaliste, ces formes (le « féodalisme ») apparaissent comme des obstacles au développement social, qui doivent être supprimés. Mais comme les individus « ne sont pas soumis à une communauté naturelle, ni ne se subordonnent collectivement et consciemment la communauté, il faut qu'en face de ces sujets autonomes celle-ci existe comme quelque chose de matériel et aussi d'autonome, d'extérieur, de fortuit. C'est précisément la condition pour qu'ils puis-

4. Karl MARX, *Le Capital*, livre III, Editions sociales, Paris, 1970, p. 172. (Cet ouvrage sera par la suite toujours cité dans cette édition, avec simplement la mention du livre, de I à III.)

5. Karl MARX, *Fondements de la critique de l'économie politique* (Grundrisse der Kritik der Politischen Oekonomie), Editions Anthropos, Paris, 1968, t. I, p. 94. (Cet ouvrage sera mentionné ultérieurement par *Grundrisse*.)

sent entretenir des rapports sociaux à titre de personnes privées' ». De la même façon que le lien entre leurs travaux, comme il est étranger aux individus, se représente par une chose (l'argent), il est nécessaire que la totalité sociale revête une forme particulière. De même que la valeur d'échange, incorporée dans l'argent, produit indépendamment de la volonté des individus l'unité sociale de la production, cette totalité sociale a besoin de l'Etat pour garantir les conditions générales de la production et de la reproduction, qui existent en dehors des producteurs individuels. La particularisation, déliée des individus et de leurs intérêts, de cette totalité sociale en un Etat est pour cette raison en quelque sorte le présupposé historique et la condition de la société bourgeoise : « Cette fixation de l'activité sociale, cette pétrification de notre propre produit en une puissance objective qui nous domine, échappant à notre contrôle, contrecarrant nos attentes, réduisant à néant nos calculs, est un des moments capitaux du développement historique jusqu'à nos jours [et c'est précisément à partir de cette contradiction des intérêts particuliers et collectifs que l'intérêt collectif revêt en tant qu'*Etat* une forme autonome, distincte des intérêts personnels et globaux réels] ». »

Vis-à-vis de la société bourgeoise, l'Etat doit nécessairement se comporter en tant qu'entité particulière, en tant que forme contradictoire et illusoire de la totalité. En ce sens, il est le rapport « des propriétaires privés libres et égaux, et leur lien contre l'extérieur [...] leur garantie' », « la forme d'organisation que les bourgeois se donnent par nécessité, pour garantir réciproquement leur propriété et leurs intérêts, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur' ». La particularisation de l'Etat en tant qu'« institution » (Max Weber) ou bien (comme disent les théoriciens du système, jusqu'à ce point de façon pertinente) la « différenciation du système politique » se développe donc selon la logique historique de l'épanouissement de la société de produc-

tion marchande. Il faudrait décrire ce processus de manière historique comme l'apparition de l'appareil administratif moderne en opposition avec la structure de domination personnelle du féodalisme et de l'absolutisme, la séparation des administrateurs de la possession personnelle des charges administratives, l'autonomisation de l'appareil d'Etat en tant que personne juridique abstraite face à la personne concrète du monarque et comme la naissance du Parlement en tant que médiation nécessaire entre la société bourgeoise et l'appareil d'Etat qui s'est coupé d'elle¹⁰.

Avec le développement historique d'une société de production marchande où règne la division du travail, nous trouvons dans la *particularisation de l'Etat* la définition *la plus générale* de la forme de l'Etat bourgeois. Cette particularisation de l'Etat s'instaure en tant qu'incarnation illusoire et contradictoire de la totalité sociale, reposant sur un système d'indépendance personnelle formelle en même temps que sur une dépendance objective.

Le problème théorique central serait alors de ne pas en rester à cette définition de l'Etat (qui est caractéristique des premiers écrits de Marx), dérivée du concept de société de division du travail et de production marchande, mais au contraire d'en déployer le caractère contradictoire propre en relation avec les fonctions concrètes de l'Etat. Ce caractère contradictoire réside en ceci que la production marchande simple constitue logiquement et historiquement la condition du mode de production capitaliste, dont l'apparition (accumulation primitive, liberté du travail salarié) est elle-même la condition du plein déploiement et de la généralisation de la production marchande. Avec le concept au sens large de société de production marchande est également donnée l'opposition entre travail salarié et capital, exploitation et production de plus-value. L'échange équivalent ne régit la production et l'appropriation de plus-value qu'en surface. Donc, si l'on définit l'Etat en tant que spécification de la totalité de la société bourgeoise avec pour fonction de garantir les conditions communes de la reproduction de cette formation sociale, on doit analyser le processus de reproduction

6. *Grundrisse*, t. II, p. 612.

7. Karl MARX, Friedrich ENGELS, *Die deutsche Ideologie*, Marx-Engels, Werke, III, Berlin, 1969, p. 33.

Souligné par Marx. En français : *L'Ideologie allemande*, Editions sociales, Paris, 1968, p. 63 ; c'est cette édition qui servira par la suite de référence.

Toute la partie entre crochets n'est pas traduite dans l'édition en français. J'en donne donc ma propre traduction. (N.d.T.)

8. *Grundrisse*, t. I, p. 440.

9. MARX-ENGELS, *L'Ideologie allemande*, op. cit., p. 74.

10. Cf. à ce sujet Hans-Joachim BLANK, « Verwaltung und Verwaltungswissenschaft » (Administration et Science de l'administration), in KRESS, SENGHAAS, *Politikwissenschaft — eine Einführung* (Une introduction à la science politique), Francfort/Main, 1969, p. 368 et s. (avec une bibliographie détaillée).

comme un processus capitaliste, c'est-à-dire reposant sur la production de plus-value, comme un processus s'élargissant et donc comme un *processus d'accumulation*. Outre la définition générale de l'Etat bourgeois, dérivée du concept de société de production marchande, il faut également déduire les *définitions concrètes des fonctions* de celui-ci à partir des conditions, variables historiquement, du processus d'accumulation capitaliste, à partir du développement des forces productives entraîné par ce processus, et à partir des formes, changeant avec lui, de la socialisation. Il s'agit de découvrir les lois et la formation historique concrète d'un *substrat économique et social* variable au cours du processus d'accumulation, qui sont certes contenues dans les définitions générales mentionnées, mais qui n'y sont absolument pas développées. Il faut prendre en considération à ce sujet — quoiqu'à un autre niveau logique — les « innombrables conditions empiriques différentes [...], conditions naturelles [...], rapports raciaux [...], influences historiques extérieures, etc. » qui conditionnent le fait qu'un même substrat économique (et avec lui la forme et la fonction de l'Etat) « peut présenter des variations et des nuances infinies que seule une analyse de ces conditions empiriques pourra élucider¹¹ ». Une telle méthode de déduction des fonctions de l'Etat, à partir des conditions et des normes du processus de reproduction capitaliste pris en tant que processus d'accumulation, se trouve en claire opposition avec les théories bourgeoises de gauche de l'Etat, qui reconnaissent certes l'importance fondamentale des conditions économiques, mais ne sont pas à même de rechercher l'anatomie de la société bourgeoise dans l'économie politique¹² et, de ce fait, ne peuvent pas non plus développer la notion de lois du mouvement social¹³.

II. Sur le développement historique du rapport entre la société bourgeoise et l'Etat : l'Etat en tant que « puissance économique »

Selon ce qui a été exposé jusqu'ici de l'anatomie de la société bourgeoise, la théorie de l'Etat est avant tout l'économie politique de l'appareil d'Etat. C'est-à-dire que les catégories de la critique de l'économie politique sont fondamentales pour une analyse de l'Etat. L'Etat ne peut pas, fondamentalement, être une « puissance extra-économique » posée à côté ou au-dessus de l'économie (comme cela se produit en partie dans la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat, et en tout cas dans les théories bourgeoises de gauche favorables à l'intervention de l'Etat), mais au contraire il doit être déduit dans sa forme et dans son mode de fonctionnement à partir de l'analyse du processus social de reproduction et de ses lois. Sa « particularisation » s'obtient nécessairement à partir du caractère de ce processus de reproduction et acquiert là sa forme contradictoire. Bien sûr, certaines difficultés surgissent lors de l'analyse de formes d'apparition historiques concrètes de l'Etat, parce que, dans les définitions retenues jusqu'ici, la constitution de la société bourgeoise et la pénétration complète des rapports capitalistes étaient présumées comme hypothèses logiques, ce qui correspond à la réalité historique de chaque situation, dans le meilleur des cas, d'une façon seulement approximative. Cela impose d'introduire certaines catégories supplémentaires au cours des analyses historiques et d'adopter certaines modifications des définitions générales. Cela apparaît d'une façon particulièrement claire lors de l'analyse de l'Etat dans la phase du développement historique où le capital, insuffisamment développé, ne détermine pas encore complètement les lois de fonctionnement de la reproduction sociale, et où la bourgeoisie, faible, et qui a encore besoin pour s'affirmer et pour imprégner la société de l'alliance avec des classes et des pouvoirs non capitalistes, est contrainte d'utiliser à son profit les oppositions entre ceux-ci (par exemple entre les monarques absolus et les castes, entre la ville et la campagne). Ici « l'Etat » apparaît à présent effectivement comme une « puissance extra-économique », en liaison avec le processus de reproduction du capital. Toutefois, on ne doit en aucune façon concevoir « l'Etat » féodal et absolutiste comme « extra-économique » au sens strict, mais son subs-

11. *Le Capital*, I, III, t. 3, p. 172.

12. Cf. MARX, *Contribution à la critique de l'économie politique*, *op. cit.*, p. 4.

13. Cela vaut particulièrement pour des auteurs comme Hermann Heller ou bien Otto Kirchheimer.

trat économique est celui d'un autre mode de production, historiquement plus ancien. Dans cette mesure, et dans cette mesure seulement, il est une « puissance extra-économique » vis-à-vis du capital. L'appareil de domination ainsi investi apparaît ici comme une béquille pour le capital non encore développé, instaurant ses conditions (séparation des producteurs d'avec les moyens de production, commerce des marchandises et économie monétaire) en tant qu'agent du « processus historique de dissolution et comme auteur[s] des conditions d'existence du capital¹⁴ ».

Cela se modifie avec la pénétration progressive des rapports capitalistes, où « la puissance seule des conditions économiques¹⁵ » installe l'organisation de domination en tant qu'instrument pour l'instauration des rapports capitalistes, et où le capital se reproduit lui-même, où finalement la « soumission complète de l'organisme d'Etat¹⁶ » au capital détermine la forme et la fonction de l'Etat.

De ce point de vue apparaît pour la caractérisation de formes historiquement déterminées de l'appareil d'Etat un problème important, du fait de la non-simultanéité et du cours variable de la pénétration des rapports capitalistes dans les différentes parties du monde, et du fait des formes différentes qu'a prises la désintégration des rapports de domination et de production antérieurs. Aux XVIII^e et XIX^e siècles, mais également au début du XX^e encore, résultent de ce fait des différences spécifiques dans l'organisation et le caractère de l'appareil d'Etat dans les Etats capitalistes avancés. Ainsi aux U.S.A. « où l'Etat, sans égard aucun aux structures nationales antérieures*, a été d'emblée soumis à la société bourgeoise et à son mode de production, et ne peut donc prétendre constituer une fin en soi¹⁷ », cependant que l'Allemagne prussienne présen-

taient une pénétration retardée et longtemps incomplète des rapports capitalistes, qui effleurait à peine de larges domaines où régnait encore un mode de production agraro-féodal, ou pour le moins qui ne les modifiait pas de façon décisive dans un sens capitaliste. L'« alliance » de la bourgeoisie avec d'autres classes, caractéristique de la phase d'apparition du capitalisme, y est alors encore valide, alors que le développement du capital à l'échelle mondiale est en transition vers la phase monopoliste et impérialiste. De ce fait apparaît une « autonomisation » spécifique de l'Etat vis-à-vis du capital, et la pénétration de la république bourgeoise en est retardée. Marx et Engels caractérisent cela ainsi : « L'indépendance de l'Etat n'existe plus aujourd'hui que dans les seuls pays où les ordres ne sont pas encore entièrement parvenus dans leur développement au stade des classes et jouent encore un rôle alors qu'ils sont éliminés dans les pays les plus évolués, dans des pays donc où il existe une situation hybride et dans lesquels, par conséquent, aucune partie de la population ne peut parvenir à dominer les autres¹⁸. »

A partir de ce point de départ, Engels fonde sa thèse de la possibilité d'un « équilibre entre les classes », en rapport avec l'Etat bismarckien¹⁹. Mais alors se manifeste le problème évoqué au début, qui surgit lorsque certaines phases historiques de la pénétration du capital sont érigées abstraitement en généralisations théoriques à propos de l'Etat. La renonciation à une analyse prenant en compte les lois et le déroulement historique du processus capitaliste d'accumulation et de reproduction depuis son point de départ conduit nécessairement chez Engels à une définition quasiment restrictive de l'Etat découlant de la « théorie des classes » selon laquelle l'Etat apparaît comme une puissance régulatrice des conflits de classe, située au-dessus de la société²⁰.

La construction, implicitement suggérée par là et échaudée sur les aspects bonapartistes (du gouvernement de Bismarck) d'une « neutralité » spécifique de l'Etat passe totalement à côté de la modification des fonctions de l'appareil d'Etat qui se produit à cette époque, lors de

* Je ne suis pas d'accord avec cette traduction : il n'y a pas de structures nationales antérieures à l'Etat bourgeois sur le sol nord-américain. Je traduirais donc : « à la différence des formations nationales antérieures [früheren nationalen Gestaltungen] », sous-entendu : sur le continent européen. Cf. *Grundrisse, M.É.W.*, volume spécial, Berlin, p. 844. (N.d.T.)

14. *Grundrisse*, t. I, p. 472. Voir également *Grundrisse*, t. II, p. 165-170, 258-260 ; *Le Capital*, III, 3, p. 165-167 ; cf. à ce sujet Hans MOTTEK, *Wirtschaftsgeschichte Deutschlands* (Histoire économique de l'Allemagne), vol. I Berlin, 1971, p. 247 et s.

15. *Le Capital*, I, 3, p. 265.

16. *Grundrisse*, t. II, p. 264.

17. *Ibid.*, p. 545.

18. *L'Idéologie allemande*, op. cit., p. 74.

19. Cf. Friedrich ENGELS, *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* (Der Ursprung der Familie, des Privateigentums und des Staats), Editions sociales, Paris, 1972, p. 180.

20. *Ibid.*, p. 178 et s.

la transition vers un capitalisme monopoliste et impérialiste²¹

Le phénomène, soulevé par des difficultés méthodologiques extraordinaires, de la pénétration incomplète ou non concomitante des rapports capitalistes à l'échelle mondiale conserve jusqu'à aujourd'hui une portée centrale pour l'analyse de l'État, même si le niveau de développement économique des pays capitalistes les plus avancés est devenu plus uniforme.

21. Les conséquences d'une semblable abstraction du développement historique se manifestent également chez Müller et Neu-süss, qui ne peuvent pas interpréter l'évolution vers un « État social » — provenant de la présentation par Marx de l'analyse de la législation industrielle en Angleterre — autrement que comme le résultat de luttes de classes passées. En même temps, ils doivent établir, comme s'ils s'y étaient résignés, que le résultat des luttes était toujours d'obtenir de l'État la sauvegarde des conditions du travail salarié, dans la mesure où cela signifiait la garantie matérielle de la liberté du travail salarié. Les luttes du prolétariat et l'intérêt objectif du capital ont en quelque sorte le même point de fuite : la conservation de la structure sociale existante. Ce qui reste, c'est l'attente d'une action libératrice du prolétariat, située en un quelconque moment mais dont les

conditions matérielles et sociales ne pourront jamais être précisées²². « Die Sozialstaatsillusion und der Widerspruch von Lohnarbeit und Kapital » (L'Illusion de l'État social et la contradiction du travail salarié et du capital), *Sozialistische Politik* (Politique socialiste), fascicule 6-7, 1970, p. 4 et s.

22.

24.
25.

IV. Les fonctions de l'Etat

Selon ce que l'on a présenté jusqu'ici, l'analyse de l'Etat doit partir de l'analyse de la pénétration de la loi de la valeur sous sa forme pure, c'est-à-dire débarrassée des circonstances accessoires ou des particularités historiques qui pourraient obscurcir cette analyse. Ce point de départ doit toutefois être développé — selon la méthode qui va de l'abstrait au concret — jusqu'aux formes par lesquelles le capital « se manifeste dans la société,

à sa surface, pourrait-on dire, dans l'action réciproque des divers capitaux, dans la concurrence et dans la conscience ordinaire des agents de la production eux-mêmes⁸⁸ ». L'accomplissement préalable d'une déduction systématique à partir de la « structure intime » des rapports capitalistes de ces mouvements à la « surface » (les modifications de formes du capital dans le sens du monopole, la constitution ou, respectivement, la non-constitution d'un taux de profit moyen, le mouvement des prix, les différenciations des classes, l'existence de pays non complètement capitalistes, les mouvements du marché mondial et d'autres choses encore) permet l'analyse réelle des fonctions et du mode de fonctionnement de l'appareil d'Etat à partir de la « structure intime » des rapports capitalistes. La concrétisation logique et également historique des mouvements du capital et de ses réalisations, des luttes des classes et de la concurrence, serait ainsi le point d'aboutissement d'un examen des processus politiques qui ne tomberait pas dans le travers d'un déterminisme économique mécaniste ou d'une généralisation abstraite⁸⁹. Marx lui-même, dans le livre III du *Capital*, a abordé la conduite de l'analyse depuis le niveau du « capital en général » jusqu'aux « réalisations concrètes »,

88. *Le Capital*, III, 1, p. 47.

89. « Selon la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant de l'histoire est en dernière instance la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx ni moi n'en avons jamais affirmé davantage. Si à présent quelqu'un dénature cela au point de dire que le facteur économique serait le seul déterminant, il change cette phrase en un discours ne voulant rien dire, abstrait, absurde. La situation économique est le fondement, mais les différents facteurs de la superstructure — formes politiques de la lutte des classes et ses résultats, constitutions fixées par la classe victorieuse après avoir gagné la bataille, etc. —, les formes du droit et également les reflets de toutes ces luttes réelles dans le cerveau des participants, les théories politiques, juridiques, philosophiques, les conceptions religieuses et leurs développements ultérieurs en systèmes de dogmes exercent également leur influence sur le cours des luttes historiques et déterminent dans de nombreux cas de manière prépondérante la forme de celles-ci. C'est dans une interaction de tous ces facteurs que le mouvement économique s'installe finalement de façon nécessaire, à travers toute la foule infinie des hasards [...]. Sinon, l'application de la théorie à une période historique quelconque serait plus facile que la résolution d'une simple équation du premier degré. » (ENGELS, lettre à Joseph Bloch, 21 septembre 1880, vol. XXXVII des œuvres de Marx et Engels, p. 463.)

(Cette lettre n'est pas traduite en français — *N.d.T.*)

même s'il ne l'a pas menée jusqu'au bout⁹⁰. Il nous semble en tout cas que, dans le développement de la « loi de baisse tendancielle du taux de profit » dans le livre III du *Capital*, il faut encore assurer le point de raccord, logiquement nécessaire, entre l'examen du « capital en général » et les mouvements qui apparaissent à la surface de la société, les actions conscientes des sujets sociaux et, de ce fait, les processus politiques⁹¹. Nous ne nous voyons certes pas encore en mesure de déployer systématiquement et rigoureusement cette logique du développement. C'est pourquoi nous devons nous contenter dans un premier temps d'ordonner systématiquement les fonctions apparentes de l'appareil d'Etat et les interpréter en s'appuyant sur les catégories développées. Leur déduction catégorielle une par une est encore en attente.

Le fait de « modifications de fonctions » radicales de l'appareil d'Etat depuis le capitalisme primitif jusqu'au capitalisme actuel est certainement incontesté. Si l'on tente de les déduire à partir du déploiement des contradictions de la formation sociale capitaliste, apparaît alors comme point décisif l'incapacité du capital, croissante au cours de l'histoire, à se reproduire de sa propre force, c'est-à-dire sur la base des capitaux individuels concurrents⁹².

90. Cf. Roman ROSDOLSKY, *Zur Entstehungsgeschichte des marx'schen « Kapital »* (Histoire de la genèse du « Capital » de Marx), vol. I, Francfort/Main, 1968, p. 24 et s.

91. L'erreur de départ de V. Flatow et Huisken réside autant en ceci qu'ils n'ont pas réussi à établir la liaison entre les « manifestations à la surface » et les contradictions et faiblesses du processus de reproduction capitaliste. Aussi longtemps que l'on déterminera la « particularisation » de l'Etat et ses modes d'apposition seulement à partir de l'hypostatization et l'ontologisation d'une conscience invertie et non à partir des conditions historico-matérialistes de production et de reproduction, on parviendra à peine à une détermination « matérialiste » de l'Etat. Cf. Sibylle V. FLATOW, Freerk HUISKEN, « Zum Problem der Ableitung des bürgerlichen Staates » (Sur le problème de la détermination de l'Etat bourgeois), *Probleme des Klassen Kampfs* (Problèmes de la lutte des classes), n° 7, 1973, p. 83 et s.

92. La remarque d'Altwater sur l'incapacité fondamentale des capitaux individuels concurrents à produire leurs conditions communes de production ne conduit pas très loin à ce niveau donné d'abstraction. Dans un premier temps, on peut seulement en déduire, ainsi que cela a été fait ci-dessus, une circonstance de la nécessaire particularisation de l'Etat en tant qu'incarnation détachée de la totalité sociale. (Cf. Elmar ALTWATER, « Zu einigen Problemen des Staatsinterventionismus » [Au sujet de quelques problèmes de l'intervention d'Etat], *Probleme des Klassen Kampfs* [Problèmes de la lutte des classes], n° 3, 1971, p. 1 et s.) La déter-

Cela conduit au fait que l'appareil d'Etat, dont la définition première et fondamentale résidait dans la garantie des conditions générales et externes des rapports capitalistes, est amené dans une mesure croissante à intervenir dans le processus de mise en valeur des capitaux individuels et reçoit finalement à un degré plus poussé une signification décisive pour le développement ultérieur des forces productives, relativement stagnantes dans les conditions du capitalisme monopoliste. Le cours, parsemé de crises, du processus de développement capitaliste oblige à un élargissement continu de l'activité de l'Etat, au cours duquel les « surcroûts de fonctions » qui en résultent sont systématisés, eu égard à leur rapport avec le processus de reproduction du capital, de la manière suivante : la fonction fondamentale de l'Etat est la garantie des conditions générales et externes du processus de reproduction et des rapports capitalistes en tant que structure déterminante d'une formation sociale complexe, y compris des conditions générales de production qui ne peuvent pas fondamentalement être produites par les capitaux individuels. Une tendance croissante du développement capitaliste (monopolisation, impérialisme) à la crise contraint au maintien des rapports capitalistes et de la reproduction du capital et, en second lieu, nécessite l'intervention directe de l'Etat dans le processus de reproduction au moyen d'une redistribution systématique de revenu et d'une régulation économique dans la sphère de la circulation. Finalement, le processus conduit à une garantie organisée administrativement du développement des forces productives, relativement et tendanciellement stagnant dans les conditions du capitalisme monopoliste.

Ces « surcroûts de fonctions » ne doivent à présent en aucun cas être compris comme un simple élargissement quantitatif d'un catalogue établi une fois pour toutes des « domaines de l'activité de l'Etat », mais au contraire impliquent des modifications qualitatives dans le caractère et dans le mode de fonctionnement de l'appareil d'Etat, dont la signification pour la reproduction de l'ensemble du système social et pour le développement des contradictions fondamentales de la société capitaliste doit être précisément définie. Il est capital à cet égard qu'il ne

mination systématique de ses modifications de forme et de fonction nécessite, comme cela a été tenté ici au début, une analyse préalable du déroulement historique du processus capitaliste de reproduction et des normes qui le déterminent.

s'agisse pas dans la définition des fonctions examinée ici d'une catégorisation anhistorique ou d'une systématisation empirique de fonctions partielles, comme cela a été le cas jusqu'ici bien souvent⁹³. Les définitions citées décrivent bien plus des relations complexes entre les fonctions de l'Etat, qui sont déduites logiquement et historiquement à partir du développement de la société capitaliste, et précisément cela représente une condition essentielle pour une analyse satisfaisante des contradictions de l'interventionnisme moderne de l'Etat. Au cours du développement capitaliste, avec le déploiement des forces productives, de la socialisation et des relations entre les classes, ainsi qu'avec l'aggravation de la crise et les conséquences que l'on en a indiquées, les ensembles de fonctions mentionnés acquièrent historiquement davantage de signification, déterminante pour la reproduction du système capitaliste ; c'est-à-dire que de nouvelles fonctions de l'Etat, restant à déterminer et à ordonner selon la méthode analytique indiquée, viennent s'ajouter à celles existantes, se superposent à elles et les préservent, au sens spécifique où la pénétration des nouveaux ensembles de fonctions de l'Etat est une condition pour la réalisation et le succès de celles qui existent déjà, et par quoi en même temps les contradictions qu'elles contiennent sont aggravées et reproduites à un nouveau niveau.

1. GARANTIE DES RAPPORTS CAPITALISTES ET DES CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA PRODUCTION

Tout d'abord, une précision méthodologique est nécessaire : comme notre présentation présuppose la pénétration historique des rapports capitalistes, nous ne considérons pas ici les fonctions que l'Etat reposant sur un fondement économique et social prébourgeois prend en

93. Cf. éventuellement Joachim HIRSCH, « Funktions Veränderungen des Staatsapparats in spät Kapitalistischen Industriegesellschaften » (Modifications des fonctions de l'appareil d'Etat dans les sociétés industrielles néo-capitalistes), *Blätter für deutsche und internationale Politik* (Feuilles de politique allemande et internationale), n° 14, 1969, p. 150 et s. ; et à nouveau ALTVATER, « Zu einigen Problemen... », art. cité.

charge pour instaurer les rapports capitalistes⁹⁴. Cela posé et établi sur la société capitaliste se reproduisant essentiellement de son propre mouvement, la garantie des rapports capitalistes et des conditions générales du processus de reproduction caractérise la définition historiquement et systématiquement fondamentale des fonctions de l'Etat bourgeois. Elle résulte de ceci que, même en supposant un déploiement sans entraves du capital, subsiste la nécessité de garantir socialement les conditions fondamentales de son autoreproduction, c'est-à-dire que celle-ci doit être déliée des conditions de mise en valeur des capitaux individuels et déliée de leurs intérêts. Cela signifie avant tout : sauvegarde de la propriété privée et observance des règles de l'échange, pénétration de règles formelles homogènes de la concurrence, protection et sécurité du capital à l'extérieur, garantie de la disponibilité d'un travail salarié libre à des conditions profitables pour le capital, ainsi que création des conditions infrastructurales de la production (voies de communication et de trafic, aménagements pour la qualification de la force de travail, etc.), et ce dans la mesure où les capitaux individuels ne peuvent pas produire cela par eux-mêmes.

L'accomplissement de ces fonctions présuppose que l'Etat se situe, aussi bien vis-à-vis des capitalistes individuels que vis-à-vis du prolétariat, en tant qu'appareil externe de domination et d'administration : il admoneste (pour autant qu'il le peut) les capitaux individuels — par exemple lorsqu'ils mettent à mal les règles de l'échange ou lorsque leur recherche avide du profit menace d'anéantir physiquement et psychologiquement l'existence du travail salarié (législation de l'entreprise, protection du travail, durée du travail, repos, santé)⁹⁵ — et en même temps il maintient politiquement le prolétariat dans certaines limites, que ce soit par des mesures individuelles de péréquation ou de pacification (politique sociale), ou que ce soit par la répression, idéologique ou violente. A partir de la nécessité de « maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre des empiètements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés⁹⁶ », la nécessité de la « particularisation » de l'Etat vis-à-vis de la société bourgeoise, définie d'abord de façon générale, se fait ressentir à présent de façon plus concrète.

C'est pourquoi l'appareil politique de domination est équipé de moyens spécifiques (force de loi et d'organisation, justice, appareil policier et militaire). L'existence de l'Etat bourgeois signifie, en d'autres termes, l'aveu que le maintien de la société dans ses structures concrètes par la seule autoreproduction du capital dans le processus d'accumulation n'est et n'a été assuré à aucune époque. Jusqu'à un certain point, il a toujours eu besoin, dans les différentes phases du développement capitaliste — certes, avec une intensité variable —, d'une « réaction consciente et méthodique de la société contre son propre organisme tel que l'a fait le mouvement spontané de la production capitaliste⁹⁷ ». De ce fait, l'Etat ne peut pas se présenter *a priori* comme défenseur des intérêts des capitaux individuels, mais au contraire doit assurer le maintien du processus de reproduction capitaliste dans son ensemble, ainsi que la sauvegarde de toute la formation sociale comme un système socio-économique tout à fait complexe. Dans ce sens spécifique, il est « une machine essentiellement capitaliste, l'Etat des capitalistes », « le capitaliste collectif en idée⁹⁸ » (« der ideeler Gesamtkapitalist »).

Dans le concept de « capitaliste collectif en idée » est cependant contenue une contradiction fondamentale : dans les conditions de la production marchande et de la concurrence, la totalité sociale ne peut prendre aucune forme réelle. Cela signifie que les mesures et les actions concrètes de l'appareil d'Etat ne peuvent s'imposer que sous la pression des conflits et des luttes de classes, ainsi que sous l'action de capitaux individuels les uns sur les autres et sur l'Etat⁹⁹. La « particularisation » de l'Etat vis-à-vis des capitaux individuels et du prolétariat, ainsi peut-être que vis-à-vis d'autres couches et classes non immédiatement comprises dans les rapports capitalistes, reste de ce fait contradictoire et doit toujours de nouveau s'édifier et se réaliser dans le processus d'affrontement entre les classes et les groupes sociaux¹⁰⁰. De ce

96. F. ENGELS, *La Révolution de la science par Eugène Dühring* (Herrn Eugen Dührings — Unwägung der Wissenschaft — Anti-Dühring), Editions sociales, Paris, 1971, p. 315.

97. *Le Capital*, I, 2, p. 159.

98. ENGELS, *Anti-Dühring*, op. cit., p. 315.

99. Cf. à ce sujet également MÜLLER-NEUSÜSS, « Die Sozialstaatsillusion... », art. cité, p. 54.

100. Cf. à cet égard Lelio BASSO, *Zur Theorie des politischen Konflikts* (Sur la théorie du conflit politique), Francfort/Main, 1969, p. 40, ainsi que L. LIBERTINI, « Der neue Autoritarismus » (Le

94. Cf. à ce sujet la section précédente.

95. Cf. *Le Capital*, I, 1, p. 235-237, 280-282.

caractère contradictoire surgissent l'imperfection, l'irrésolution et l'inconsistance des mesures de l'Etat, mais également, par la même occasion, la contingence relative, qui ne peut être définie à partir du « concept général du capital », du processus politique. Indépendamment de cela, les structures fondamentales de ce processus et le caractère de l'Etat restent certes déterminés par les rapports capitalistes, c'est-à-dire que les limites absolues des actions de l'Etat résident toujours où le procès de mise en valeur du capital est concerné dans son fondement et où les rapports capitalistes eux-mêmes sont mis en question.

2. L'INCLUSION DE L'APPAREIL D'ETAT DANS LE PROCESSUS ÉCONOMIQUE DE REPRODUCTION : REDISTRIBUTION ADMINISTRATIVE DU REVENU ET RÉGULATION DE LA CIRCULATION

Ce qui est décisif dès lors, c'est que la garantie des rapports capitalistes et de la reproduction du capital au cours du processus capitaliste d'accumulation exige un élargissement successif des fonctions de l'Etat, qui signifie une redistribution qualitative du caractère de l'activité de l'Etat. L'inclusion de l'appareil d'Etat dans le processus économique de reproduction, en vue de la sauvegarde des conditions particulières de mise en valeur de capitaux individuels et de groupes de capitaux dans le contexte du marché mondial, devient essentielle historiquement lors du passage au stade monopoliste et impérialiste du capitalisme, qui est lui-même une conséquence de l'aptitude à la crise du développement capitaliste, aptitude accrue sous la pression du processus d'accumulation et du développement des forces productives. Le changement de forme de la concurrence, devenue monopoliste, et l'expansion impérialiste qui en découle en tant que « réaction » à la baisse tendancielle des taux de profit, engendrent de façon amplifiée des formes de l'activité de l'Etat qui n'ont pas seulement trait aux conditions générales de reproduction et de mise en valeur de portions du capital mondial, mais qui ont aussi trait directement à certaines conditions particulières. La garantie des rapports capitalistes n'est encore assurée qu'à la condition que l'Etat

Nouvel Autoritarisme), in I. COLLETTI *et al.*, *Ueber Lenins « Staat und Revolution » — Heute* (Sur « L'Etat et la Révolution » de Lénine, aujourd'hui), Berlin, 1970, p. 21 et s.

puisse être attelé à la tâche d'améliorer leurs conditions spécifiques de mise en valeur par des capitaux ou groupes de capitaux décisifs du point de vue économique ou politique. Ainsi s'amplifie également la contradiction qui est contenue dans le concept de « capitaliste collectif en idée » : garantir la reproduction du capital dans son ensemble tout en permettant aux monopoles d'étendre leur emprise.

Vis-à-vis de l'extérieur, sur le marché mondial qui va en s'universalisant, l'Etat apparaît en tant qu'instrument d'une puissance qui a pour fonction d'assurer, dans les conflits avec d'autres Etats, les zones d'investissement, de fournitures et de débouchés nécessaires à la mise en valeur du capital national. « La puissance politique devient [...] décisive dans la lutte économique de la concurrence, et pour le capital financier la puissance de l'Etat devient une source immédiate de profits¹⁰¹. » Les politiques de protection douanière, les politiques commerciales et monétaires, les manipulations sur les cours des changes internationaux, le colonialisme et le néo-colonialisme, la guerre d'expansion, la protection militaire d'investissements extérieurs et de liaisons commerciales vulnérables acquièrent une signification essentielle, et cela d'une façon d'autant plus brusque et raide au cours de l'histoire que le pays en question est arrivé avec retard dans le « partage du monde » et le contrôle du marché mondial¹⁰².

Une circonstance décisive de la reproduction du capital dans les conditions monopolistes réside en ceci que la loi de la valeur, en tant que mécanisme de régulation régissant la répartition du travail social et instaurant la proportionnalité des différentes sphères de production, fonctionne d'une manière beaucoup plus directe et contradictoire que dans les conditions du capitalisme de concurrence — et sans être abrogée, bien entendu¹⁰³. L'appareil

101. Rudolf HILFERDING, *Das FinanzKapital* (Le Capital financier), Francfort/Main, 1968, p. 450 et s.

102. Le rapport de l'Allemagne prussienne à la Grande-Bretagne avant la Première Guerre mondiale, ou bien la politique fasciste d'expansion, pourraient à cet égard être cités en exemple.

On n'abordera pas davantage ici la question des formes concrètes et variables de l'inclusion des appareils d'Etat nationaux dans les stratégies impérialistes du capital. Cf. au sujet de cet ensemble de questions les travaux de Claudia V. Braunmühl dans le même volume [que celui dont est extrait le texte original — *N.d.T.*].

103. Cf. à ce sujet S. I. WYGODSKI, *Der Gegenwärtige Kapita-*

d'Etat acquiert dans ce processus la fonction contradictoire de favoriser la centralisation monopoliste de plus-value en vue du maintien du processus d'accumulation, ou au moins de ne pas gêner cette centralisation, tout en devant cependant préserver l'équilibre de la reproduction précisément rompu par cette première opération, et ce au moyen d'interventions directes ou indirectes dans le processus de circulation et de mise en valeur. L'intervention de l'Etat devient ainsi un facteur de pénétration de la loi de la valeur. La péréquation des taux de profit, qui se trouve entravée sur le plan national comme au niveau du marché mondial par la monopolisation et par le développement technique non proportionnel, contraint l'appareil d'Etat à intervenir au profit de groupes de capitaux individuels en influençant douanièrement, monétairement ou fiscalement les conditions de mise en valeur, ou bien en subventionnant une redistribution directe du revenu. Comme en même temps la croissance du *capital fixe** rend tendanciellement plus difficile l'orientation du capital, avec toute la souplesse désirée, vers les sphères d'investissement aux plus hauts taux de profit, apparaît une pression croissante en direction des « aides à l'ajustement » de l'Etat, et ce jusqu'à la pression pour une étatisation ou une quasi-étatisation des productions non rentables¹⁰⁴.

D'autre part, le maintien du processus d'accumulation dans une période de progression des forces productives requiert les formes et des ordres de grandeur des capitaux individuels, que pour une part le capital ne suscite plus lui-même directement dans son processus de reproduction et qui de ce fait ne pourraient qu'être encore moins réa-

lismus (Le Capitalisme actuel), Cologne, 1972, p. 79 et s.; Kurt ZIESCHANG, « Zu einigen theoretischen Problemen des staatsmonopolistischen Kapitalismus » (Au sujet de quelques problèmes théoriques du capitalisme monopoliste d'Etat), *Wirtschaftswissenschaft* (Economie), n° 5, 1956, p. 702 et s.; du même auteur : « Zu den Entwicklungstendenzen des Kapitalistischen Grundwiderspruchs unter den Bedingungen der Wissenschaftlich-technischen Revolution » (Au sujet des tendances de développement de la contradiction fondamentale du capitalisme dans les conditions de la révolution scientifique et technique), *Wirtschaftswissenschaft* (Economie), n° 6, 1969, p. 872 et s.; Lucio MAGRI, « Für einen neuen Realismus » (Pour un nouveau réalisme), in COLLETTI et al. *Sur « L'Etat et la Révolution » de Lénine...*, op. cit., Berlin, 1970, p. 91.

* En français dans le texte (N.d.T.).

104. Comme par exemple dans le cas de la firme ouest-allemande Ruhrkohle A. G. (Charbons de la Ruhr).

lisés par une intrusion de l'appareil d'Etat ; d'autre part ce processus exige justement en « réaction » des interventions de l'Etat pour maintenir un relatif équilibre dans le processus global de reproduction. La protection qu'accorde l'Etat à la formation de monopoles, « les exigences de la concentration » et la « mobilisation du capital¹⁰⁵ » au profit de grands capitaux se trouvent en claire contradiction avec des mesures de redistribution du revenu, dont le but est une compensation partielle de la non-péréquation monopoliste des taux de profit. Ces deux choses exigent un puissant appareil de crédit et un puissant appareil financier d'Etat, ou contrôlés par l'Etat, ce qui a en retour comme condition un système bancaire étendu et centralisé, et l'établissement bien implanté d'un « système collecteur de capitaux » (assurances, fonds d'investissement). La signification particulière de l'appareil d'Etat réside en ceci que, en tant qu'instance détachée des capitaux individuels, déliée des conditions immédiates du processus de mise en valeur et en même temps pourvue de la puissance coercitive pour encaisser les impôts et pour créer déficitairement du crédit, il est à même de mettre en place des mesures financières en vue de stabiliser le système ou favoriser de puissants groupes de capitaux, et ce même contre l'opposition de capitaux individuels¹⁰⁶. Il faut remarquer à ce propos que la centralisation croissante et la redistribution du revenu ne viennent pas seulement piocher dans les dépenses de l'Etat, mais sont également réalisées au moyen d'une imposition différenciée et par un financement déficitaire et inflationniste du crédit¹⁰⁷.

105. Cela signifie une redistribution du revenu par l'Etat ou par son intermédiaire, dont le but est une élévation des taux d'accumulation des grands capitaux, et non une simple « péréquation des taux de profit » par l'intermédiaire de subventions.

106. Cf. à ce sujet Kurt ZIESCHANG, « Grundfragen des ökonomischen Inhalts des staatsmonopolistischen Kapitalismus — dargestellt am Beispiel der ökonomischen Rolle der Staatfinanzen » (Questions fondamentales du contenu économique du capitalisme monopoliste d'Etat, représenté par l'exemple du rôle économique des finances de l'Etat), *Konjunktur und Krise* (Conjoncture et Crise), n° 9, 1965, fascicule 1, p. 1 et s., ainsi que du même auteur : « Probleme der Haushaltsstruktur und des Haushaltsvolumens in Westdeutschland und ihre Bedeutung für den Rekonstruktionsprozess » (Problèmes de la structure du budget et du volume du budget en Allemagne de l'Ouest et leur signification pour le processus de reconstruction), *Konjunktur und Krise* (Conjoncture et Crise), n° 9, 1965, fascicule 4, p. 295 et s.

107. Cf. Hans Joachim HÖRME, « Der Staatshaushalt der B.R.D. »

Le système du budget de l'Etat, étroitement relié avec l'appareil du crédit, permet dans sa forme développée la mise en œuvre souple de masses financières, financées par l'impôt ou par le déficit, mais dont le volume et le mode d'agissement sont assez difficiles à déterminer empiriquement, au moins dans un premier temps. Un poids particulier revient à cet égard aux budgets annexes de l'Etat et à tous les « parafiscaux » (par exemple le fonds de péréquation des charges, le fonds des assurances sociales) qui fonctionnent en partie comme les institutions bancaires, c'est-à-dire avec des attributions de crédit étendues et variables, et qui permettent d'assurer le nécessaire ajustement à des conditions structurelles et à des conditions de mise en valeur en pleine mutation, parce qu'ils ont la possibilité d'être administrés de façon souple, et qu'ils ne sont pas soumis aux règles de la gestion publique par lesquelles on gère le budget. L'éclatement du système de budget de l'Etat en un réseau de budgets secondaires et de fonds spéciaux se poursuit de pair avec une centralisation croissante des finances de l'Etat, qui est une conséquence de l'inclusion de l'appareil d'Etat dans le processus économique de reproduction. Le système étatique du budget est, par les dépôts d'Etat, le financement de prêts et l'escompte des effets, étroitement lié à l'appareil bancaire d'Etat (Banque fédérale, Institut de crédit pour la reconstruction, Société de crédits à l'exportation, Société Hermès de crédit et d'assurances), aux monopoles bancaires privés et aux établissements financiers internationaux (Fonds monétaire international, International Finance Corporation, Banque mondiale). La signification quantitative qui revient à la redistribution du revenu par l'Etat ne se manifeste pas seulement par l'extension du budget des subventions, mais se montre aussi clairement par l'influence croissante de l'Etat dans le volume des investissements économiques. La contribution des investissements de l'Etat, par rapport au total des investissements, est passé en R.F.A. de 9,5 % à 15,8 % entre 1950 et 1970¹⁰⁸.

(Le Budget de la R.F.A.), *DWI-Forschungshefte* (Cahiers de recherche de l'institut allemand d'économie), n° 1, 1971, p. 44.

108. Cf. Horst Claus RECTENWALD, « Die Entwicklung der öffentlichen Ausgaben in der Bundesrepublik » (La Progression des dépenses publiques en République fédérale), in H. KÖNIG (éd.), *Wandlungen der Wirtschaftsstruktur in der Bundesrepublik Deutschland* (Transformations de la structure économique en République fédérale d'Allemagne). Berlin, 1962, p. 228, ainsi que *Statistisches Jahrbuch für die B.R.D. 1971* (Annuaire statistique pour la R.F.A.,

Si l'on compte également tous les investissements privés encouragés par des avantages fiscaux, par les aides à l'investissement, etc., on arrive à une participation d'environ 40 % au total des investissements¹⁰⁹. La possibilité, créée par l'apparition du système du crédit, pour le capital d'acquiescer « la disposition du capital et de la propriété d'autrui¹¹⁰ » gravit un nouvel échelon avec cette organisation monopoliste d'Etat de l'appareil des finances et du crédit.

Cependant, étant donné la progression de la monopolisation du capital, s'accroît la nécessité d'une redistribution du revenu par l'Etat ayant pour but la sauvegarde de la force de travail et de la « paix » sociale. La polarisation des classes, l'aggravation des rapports d'exploitation à la suite des modifications technologiques du processus de production (usure physique et psychique croissante de la force de travail), ainsi que la désagrégation de formes traditionnelles de reproduction et de garantie du travail salarié (les structures familiales traditionnelles, les modes de production semi-agricoles, la bienfaisance privée) élargissent le domaine, nécessaire à la reproduction de la formation sociale dans son ensemble, de la « politique sociale » de l'Etat au sens le plus large. En même temps, avec la technicisation croissante de la production et la croissance de l'armée de réserve (latente), il devient toujours plus important pour le capital que la société, c'est-à-dire l'Etat en tant qu'instance sociale universelle, prenne

1971). Les chiffres donnés ne comprennent que les investissements propres des collectivités régionales — ne sont compris ni les dépenses d'armement, ni l'acquisition de biens meubles non plus que les dépenses d'investissement des chemins de fer fédéraux, des postes fédérales et des assurances sociales.

109. Cf. RECTENWALD, « Die Entwicklung... », art. cité, p. 226 et s. Le soutien et la garantie étatiques ont été instaurés sur une grande échelle dans la période de reconstruction de l'après-guerre où, dans le cas de la loi sur l'aide aux investissements, on eut même recours à une méthode coercitive d'administration des investissements (au profit de l'industrie lourde et de l'industrie des matières premières). Cf. STOLPER-HAUSER-BORCHARDT, *Deutsche Wirtschaft nach 1870* (L'Economie allemande après 1870), Tübingen, 1964, ainsi que — avec des comparaisons internationales — Michael KIDRON, *Rüstung und wirtschaftliches Wachstum* (Armement et Croissance économique), Francfort/Main, 1971, p. 17 ; cf. également I. CHEMELNIZKAIA, *Der westdeutsche Monopolkapitalismus* (Le Capitalisme monopoliste ouest-allemand), Berlin, 1962, p. 123 et s.

110. *Le Capital*, III, 2, p. 101-109 ; ENGELS, *Anti-Dühring*, op. cit., p. 314-315.

en charge « et messieurs les capitalistes en supportent une partie aliquote — l'entretien de son instrument de travail virtuel, tenu en réserve pour une utilisation ultérieure¹¹¹ » (allocations de chômage, mesures de formation professionnelle, etc.).

A ces interventions de l'Etat, que l'on peut définir surtout comme structurelles, se superposent des fonctions d'imposition et de régularisation, en rapport avec le mouvement cyclique du processus de reproduction. Avec la monopolisation croissante, les modifications techniques du processus de production, avec la croissance du capital fixe et l'interruption partielle du mécanisme régulateur du marché, croît, à partir d'un cycle conjoncturel abandonné à lui-même, la possibilité d'une actualisation, dangereuse pour le système, de la crise générale de surproduction. Cela a conduit, au plus tard depuis la crise économique mondiale de 1929, à une élaboration renforcée de l'outillage de l'Etat pour la régulation de la sphère de la circulation. Par rapport à l'exigence objective, née du développement des forces productives, d'une planification et d'une administration sociale de la production se produit dans les conditions capitalistes une réaction qui se manifeste sous la forme spécifique d'un « pilotage global » par l'Etat, et ces deux choses sont posées toutes deux comme les tentatives d'une coordination contradictoire d'un ensemble complexe de variables dans la sphère de la circulation. Par « pilotage global », il faut comprendre toutes les mesures qui, par le moyen d'une péréquation cyclique des conditions générales de mise en valeur, tentent d'établir un affaiblissement du cycle conjoncturel (politique conjoncturelle monétaire et fiscale ayant pour but d'opérer un débrayage relatif entre les investissements privés et la consommation de masse, garanties étatiques du risque, subventions à l'exportation, etc.). C'est pourquoi se manifestent d'une part le besoin d'un perfectionnement de « l'outillage de la politique conjoncturelle » étatique (outils pour la régulation du système du crédit, ajustement du droit et de la technique budgétaires aux exigences de ce pilotage économique, lois de stabilité) et, d'autre part, la nécessité d'instituer un appareil de prévisions et d'analyse économique en tant que « système d'alarme anticipée » (instituts de recherche conjoncturelle, conseils d'experts). Comme, bien entendu, l'organisation d'analyses et

de pronostics efficaces ne peut qu'affirmer la propension fondamentale à la crise du processus économique, et que des manipulations dans la sphère de la circulation ne peuvent pas écarter celle-ci, se manifeste le besoin d'interventions concrètes plus poussées du sein des conditions de mise en valeur du capital. D'une signification décisive sont à cet égard les « politiques étatiques des revenus » et l'élargissement de la « consommation d'Etat ».

Mais la « politique étatique des revenus » n'est pas, en dernière analyse, une conséquence du fait que la monopolisation progressive et l'organisation du capital vont à l'encontre de la collectivité organisée des travailleurs, à l'occasion de quoi, par l'organisation et le développement d'appareils syndicaux puissants et étendus, « les conditions concurrentielles » du travail salarié seraient tendanciellement améliorées. L'inflexibilité relative des taux de salaire garantis par des conventions collectives par rapport aux oscillations cycliques du processus d'accumulation, et les possibilités, limitées par la forte cartellisation du marché mondial, de compenser les fluctuations cycliques des profits par une hausse des prix inflationniste provoquent une intervention toujours plus grande de l'Etat dans les négociations tarifaires. Une « politique étatique des revenus », telle qu'elle est pratiquée par exemple en République fédérale allemande dans le cadre de la « concertation » et avec l'établissement plus ou moins officiel d'une administration impérative des salaires, vise en fait (si l'on fait abstraction de slogans tels que « symétrie sociale », entre autres, qui ne servent qu'à un obscurcissement propagandiste), par l'action des appareils syndicaux intégrés, à empêcher les salariés de bénéficier des possibilités cycliques du marché, afin de faire baisser tendanciellement les taux d'augmentation des salaires réels, quand il ne s'agit pas tout simplement d'organiser des diminutions de salaire réel¹¹². Les expériences les plus récentes ont enseigné qu'à ce propos cela ne revient pas

112. Cf. à ce sujet KIDRON, *Rüstung...*, op. cit., p. 106 et suivantes ; Ernest MANDEL, *Die deutsche Wirtschaftskrise* (La Crise économique allemande), Francfort/Main, 1969 ; Maurice DOBB, *Organisierter Kapitalismus* (Le Capitalisme organisé), Francfort/Main, 1966, p. 41 et s. ; Andrew SHONFIELD, *Geplanter Kapitalismus* (Le Capitalisme planifié), Cologne-Berlin, 1968 ; John K. GALBRAITH, *Die moderne Industriegesellschaft* (La Société industrielle moderne), Munich-Zürich, 1968, p. 263 et s. ; Jorg HUFFSCHMID, *Die Politik des Kapitals* (La Politique du capital), Francfort/Main, 1969.

111. *Grundrisse*, t. II, p. 112.

dans les faits à une « consolidation des données du plan » — c'est-à-dire la possibilité pour les entrepreneurs de calculer à long terme la croissance des salaires, ainsi qu'un conseil d'experts l'a encore récemment affirmé¹¹³ —, mais, au contraire, à une élévation directe des profits au détriment des salariés. Cela explique la place prééminente qu'a acquise entre temps la « politique des revenus » dans l'ensemble des instruments de la politique conjoncturelle¹¹⁴.

Une contre-stratégie également efficace contre une chute de la « tendance à investir » — chute qui pourrait conduire à une crise, c'est-à-dire dans le cas où les espérances de profit sont en baisse pour les entrepreneurs — est l'élargissement du « marché de l'Etat », c'est-à-dire l'élargissement de l'achat de biens par l'Etat, financé au moyen de l'imposition des masses, ou bien par leur expropriation inflationniste. Comme à cet égard l'Etat ne peut pas entrer en concurrence avec le capital privé (par exemple en achetant et en répartissant des biens de consommation de masse), il reste — si l'on fait abstraction de certains investissements infrastructurels — seulement la production, induite et financée par l'Etat, de biens non productifs, c'est-à-dire l'anéantissement de valeur instauré administrativement par l'armement et par des industries similaires (en gros les constituants de la *big science** comme la recherche spatiale, la construction aéronautique, entre autres). La signification économique de la production d'armements par rapport à d'autres formes de réalisation de la plus-value par l'intermédiaire de l'Etat, et de ce fait la question de la nécessité absolue des dépenses d'armement pour stabiliser le capitalisme, ne peuvent être analysées ici avec toutes les différenciations nécessaires. Mais il reste cependant à établir le fait que la contribution de la « consommation de l'Etat » (y compris les mesures et les dépenses d'armement) à la consommation économique globale et au produit social croît manifestement depuis la fin de la « période de reconstruction »

113. Cf. le conseil d'experts pour l'évaluation du développement économique global : *Stabilität im Wachstum* (Stabilité dans la croissance), rapport annuel pour 1967-1968, Stuttgart-Mayence, 1967, p. 236.

114. Cf. à ce sujet particulièrement le rapport annuel pour 1972-1973 du conseil d'experts susmentionné.

* En anglais dans le texte = les techniques de pointe (*N.d.T.*).

en R.F.A. alors que le rapport entre les dépenses « civiles » et militaires de l'Etat reste à peu près constant¹¹⁵.

A partir des lois du processus capitaliste de l'accumulation et à partir de la propension progressive à la crise de la reproduction du système social dans son ensemble qui en découle, on peut déduire de façon assez exacte la croissance constante des interventions de l'Etat et le volume de la redistribution du revenu organisée par l'Etat¹¹⁶. Et de ce fait s'aggravent également les conflits sociaux et les contradictions qui apparaissent dans les conflits pour le volume et pour la répartition des finan-

115. Aussi bien en 1960 qu'en 1970, la contribution des dépenses d'armement à la consommation de l'Etat se monte à environ 23 %. Depuis 1950, la consommation de l'Etat en R.F.A. se développe de la façon suivante :

Année	Part dans la consommation économique globale (en %)	Part dans le produit social net au coût des facteurs (en %)
1950	18,3	18,6
1960	19,2	13,6
1970	22,3	15,7

Sources : RECKTENWALD, « Die Entwicklung... », art. cité, p. 228 ; *Statistisches Jahrbuch für die B.R.D. 1971* (Annuaire statistique pour la R.F.A.-1971). Aux U.S.A., la contribution de l'armement à l'ensemble des achats de l'Etat se monte à environ 73 %. Il faut naturellement prendre garde à cet égard au fait que le volume des dépenses américaines d'armement, étant donné le degré de cartelisation du marché mondial, est indirectement significatif pour la « stabilité » conjoncturelle de l'économie ouest-allemande ; cf. pour les U.S.A. Murray L. WEIDENBAUM, *The modern Public Sector* (Le Secteur public moderne), New York-Londres, 1969, p. 35 et s.

116. C'est le fondement économique de la « Loi de l'activité croissante de l'Etat », qu'Adolf Wagner a formulée, mais que ni lui ni les économistes bourgeois qui l'ont suivi n'ont comprise. La contribution des dépenses publiques totales (y compris les assurances sociales) au produit social net au coût des facteurs se développe depuis 1913 de la façon suivante (en pourcentages) :

1913	15,7	1959	39,5
1928	27,6	1961	40,0
1950	37,5	1969	42,5

D'après Recktenwald, « Die Entwicklung... », art. cité, p. 208 et s., ainsi que *Statistisches Jahrbuch für die B.R.D.-1971* (Annuaire statistique pour la R.F.A.-1971).

ces de l'Etat. Le système, qui va en s'élargissant, d'une redistribution étatique du revenu en vue de la sauvegarde et de la péréquation des taux de profit, et en vue du bon entretien et de la « pacification » du travailleur salarié, suscite de façon variable la résistance de capitaux non rentables et provoque de ce fait des conflits intercapitalistes (par exemple secteur monopoliste contre secteur non monopoliste) et des conflits intermonopolistes (en gros les « anciens » monopoles contre les « nouveaux »). En même temps a lieu une lutte du capital dans son ensemble contre un accroissement trop important de la « contribution » étatique au produit social, parce que cela risque en retour de restreindre tendanciellement le champ de l'accumulation privée¹¹⁷. Ces contradictions et ces conflits ne peuvent être limités ou parés que partiellement par une inflation progressive et conduisent, étant donné une « crise des finances de l'Etat » qui tendanciellement s'aggrave, au renforcement des conflits qui ont lieu au sujet de l'allocation et de la répartition des finances de l'Etat.

3. GARANTIE DU DÉVELOPPEMENT DES FORCES PRODUCTIVES

La création des conditions infrastructurales du processus capitaliste de reproduction et des conditions générales de production du capital (tout ce qui ressortit au domaine des transports, de la communication et de la santé, ainsi que l'éducation et la formation) appartient aux fonctions fondamentales de l'Etat bourgeois (voir ci-dessus, § 1). Cet ensemble de fonctions connaît toutefois une expansion quantitative décisive et une redéfinition qualitative dans la phase du développement capitaliste, lors de la croissance progressive de la productivité du travail qui va de pair avec un développement forcené de la science, de la technique et de la qualification de la force de travail, et étant donné une concurrence allant en s'aggravant sur le marché mondial. Tout cela se développe donc en tant que réaction à la tendance à l'effondrement et aux crises du système capitaliste, et l'anéantissement de valeur réalisé par l'Etat au moyen de la technologie

117. Cf. P. MATTICK, *Marx und Keynes, op. cit.*

représente en même temps le fondement des profits de puissants groupes monopolistes (armement et productions voisines). Cette étape est certes historiquement déjà contenue dans l'apparition du capitalisme monopoliste et impérialiste dans le dernier tiers du XIX^e siècle, mais elle ne survient qu'au milieu du XX^e siècle, après la crise économique mondiale de 1929 et sa « solution » définitive au cours de la Seconde Guerre mondiale par un effondrement général et complet.

Ce qui est décisif sur le plan de la théorie de l'Etat, c'est l'incapacité, de plus en plus manifeste dans ce processus, des capitaux individuels monopolistes à produire des taux, nécessaires pour la reproduction du capital dans son ensemble, de progression de la science et de la technique, et par là de développement des forces productives, et ce à partir de leurs propres forces. La socialisation de la production, impulsée par le processus d'accumulation et de crises du capital, conduit à des formes inédites d'organisation monopoliste de l'Etat, et à une modification radicale du caractère de l'activité de l'Etat en général. Les développements introduits par là ne peuvent être ici qu'esquissés à grands traits, et nécessiteraient encore une analyse détaillée¹¹⁸.

La propension aux crises du processus d'accumulation et de reproduction, fondée sur la baisse tendancielle des taux de profit, se manifeste pour les capitaux en expansion des métropoles industrielles par une pression croissante à l'innovation technique, déterminée par la concurrence sur le marché mondial¹¹⁹. En même temps, dans les conditions actuelles de la politique mondiale, des mesures d'anéantissement de valeur, prises par voie administrative en vue d'assurer les profits, dans le domaine de l'armement et dans les secteurs apparentés, sont liées dans une mesure croissante au progrès continu de la technologie des armements et à l'usure « morale » des armes et des matériels qui en découle. Mais, lors de la fabrication de

118. C'est l'objet d'un projet mis en chantier par quelques membres de l'unité spécialisée n° 3 (Fachbereich 3) de l'université de Francfort sous le nom de « Wissenschaftsplanung » (« Planification de la science »). Cf. également à cet égard Ernest MANDEL, *Der Spätkapitalismus* (Le Néo-Capitalisme), Francfort/Main, 1972.

119. Cf. à ce sujet, O.C.D.E. éditeur, *The Growth of Output 1960-1970* (La Croissance de l'output de 1960 à 1970), Paris, 1970, ainsi que O.C.D.E. éditeur, *The Conditions for Success in Technological Innovation* (Les Conditions du succès dans l'innovation technologique), Paris, 1971.

produits technologiquement avancés, le capital peut se reporter de moins en moins à des données naturelles et à un savoir social librement disponibles. Ces deux choses doivent être organisées socialement dans une mesure croissante. Mais cela vient heurter de deux manières les limites immanentes du mode de production capitaliste. D'une part les connaissances et les technologies non monopolisables, c'est-à-dire valorisables par des capitaux privés, sont produites par le capital lui-même dans une mesure qui a tendance à devenir insuffisante¹²⁰; d'autre part les ressources exigibles pour cela sur le plan organisationnel et financier dépassent en partie, avec le développement technique continu, même la capacité des grands trusts (en gros dans la technique nucléaire ou bien dans les voyages spatiaux). Ce n'est pas seulement le besoin en capital pour la réalisation de projets de recherche et de développement plus étendus qui s'accroît, mais également, étant donné cette usure « morale » accélérée du capital fixe, le risque que les capitaux individuels encourrent pour leurs profits, et ce de façon considérable. Ainsi la production systématique de science et de technologie, relativement déliée des conditions de concurrence et de mise en valeur des capitaux individuels, devient un domaine essentiel des fonctions de l'administration de l'Etat¹²¹, c'est-à-dire qu'un échelon du développement des forces productives est atteint, où la socialisation de la production doit faire éclater même les limites imposées par les monopoles privés. Il devient nécessaire, pour garantir un taux d'innovations suffisant, d'édifier et de développer à l'aide de l'appareil d'Etat un vaste système général de production scientifique et technologique et de qualification, ainsi que d'assurer le développement de la technologie de production des monopoles en expansion directement par des allocations financières de l'Etat¹²². Les

120. Cf. à ce sujet par exemple Vassili LEONTIEF, « Das wirtschaftliche Problem der organisierten Forschung » (Le problème économique de la recherche organisée), *Hamburger Jahrbuch für Wirtschafts- und Gesellschaftspolitik* (Annuaire de Hambourg pour la politique économique et sociale), n° 6, Tübingen, 1961, p. 74 et s., ainsi que R. R. NELSON, M. J. PECK, E. D. KALACHEK, *Technology, Economic Growth and Public policy* (Technologie, Croissance économique et intérêt public), Washington, 2^e éd., 1968.

121. Cf. ZIESCHANG, *Entwicklungstendenzen* (Tendances du développement), *op. cit.*, p. 874.

122. Cf. O.C.D.E. éditeur, *The Conditions for Success...*, *op. cit.*, ainsi que O.C.D.E. éditeur, *Gaps in technology, Analytical Report* (Les « Fossés » technologiques, rapport analytique), Paris, 1970.

capitaux individuels privés en arrivent de plus en plus dans une situation où la plus-value par eux assemblée ne suffit plus à réaliser la réorganisation des conditions technologiques de production qui sont nécessaires au maintien du processus d'accumulation.

Cela conduit à de nouvelles formes spécifiques de « mobilisation du capital » dans le domaine de la technologie, où naturellement la taille relative et les conditions de concurrence des capitaux concernés déterminent à l'échelle mondiale à chaque fois la forme et l'étendue de l'intervention de l'Etat. Ce qui est caractéristique en tout cas, c'est que les subventions de l'Etat pour les monopoles en expansion (« industries de croissance », en particulier l'industrie électrotechnique, les industries spatiale et aérospatiale) ont considérablement augmenté dans les dernières années par rapport aux secteurs en stagnation (mines, agriculture)¹²³. D'une certaine façon, négativement s'élargit avec la « scientisation » de la production impulsée par le capitalisme la nécessité de capter administrativement la destruction continue du fondement naturel de la production et de la civilisation. La mobilisation étatique des ressources sociales en faveur du capital va ainsi de pair avec la compensation administrative de la destruction des ressources naturelles par le capital (protection

123. Les aides structurelles par secteur se sont développées pour quelques branches d'industrie en R.F.A. dans les dernières années et d'après les données du plan de finances de la façon suivante. (Chiffres en millions de D.M. ; 1 D.M. = 1,80 F — N.d.T.)

Année	Assistance pour l'énergie nucléaire	Traitement des données électroniques	Industries spatiales aéro-spatiales	Assistance pour le pétrole	Assistance pour le charbon
1967	572	48	30	—	779
1968	593	70	54	—	946
1969	718	96	79	2	500
1970	1 010	180	190	115	457
1971	1 108	299	190	115	359
1972	1 129	400	200	115	337
1973	1 244	466	200	115	323

(Source : *Deutsche Bundestag* [Parlement allemand], imprimé n° IV/19761, Bonn, 1970.)

de l'environnement, assainissement des villes, organisation de l'espace). Et, finalement, la nécessaire inégalité dans les conditions monopolistes du développement technologique de la production contraint à la programmation d'activités sectorielles supplémentaires pour l'administration de l'Etat (politique structurelle régionale et par branches, en vue du maintien d'un relatif équilibre du processus de reproduction économique global, ainsi que pour éviter l'apparition de crises structurelles et sociales). Le degré, atteint avec la progression du processus capitaliste d'accumulation et de développement, de socialisation de la production conduit dans le domaine de l'armement et de la recherche à un éloignement qualitatif des formes d'organisation monopolistes d'Etat, ainsi qu'à un changement fondamental du caractère et du mode de fonctionnement de l'Etat bourgeois. La signification de l'appareil d'Etat en tant qu'instance organisatrice relativement détachée des capitaux individuels et pourvue de moyens particuliers s'élève, tandis qu'en même temps le degré de cartellisation monopoliste d'Etat s'accroît¹²⁴. Avec l'aide du potentiel organisationnel et financier et des moyens de coercition spécifiques dont l'appareil d'Etat est pourvu doivent être créés sur une échelle élargie des institutions et des formes d'organisation qui ne sont pas réalisables au niveau et avec les moyens des capitaux individuels. Cela ne concerne pas seulement le domaine des conditions infra-structurelles générales de la production. A côté deviennent de plus en plus importantes des formes déterminées de « production indirecte » ; ainsi surtout des processus de recherche et de développement dans le domaine de la *big science**, sous le commandement direct ou indirect de l'Etat, sont retirés du domaine d'organisation direct des capitaux individuels. Cela semble être particulièrement important où des développements scientifiques et techniques doivent être promus, en quelque sorte de manière étendue, au point de soudure de plusieurs domaines de production ou de plusieurs groupes monopolistes, ou bien lorsque l'ordre de grandeur des projets dépasse les capacités des groupes de capitaux « nationaux » et qu'ils doi-

124. Cf. à ce sujet Joachim HIRSCH, *Wissenschaftlich-technischer Fortschritt und politisches System* (Progrès scientifique et technique et Système politique), Francfort/Main, 1970 ; ainsi que Vadim MICOLAÏEV, *Forschung und Entwicklung im Imperialismus* (Recherche et Développement dans l'impérialisme), Berlin, 1972.

* En anglais dans le texte (N.d.T.).

vent prendre la forme d'une « coopération internationale » (Euratom, Cern, Eldo, Esco, programme post-Apollo, etc.¹²⁵).

Cela rend également nécessaire la création de nouvelles formes du droit, parce que les institutions actuelles du droit privé et public, encore empreintes de l'époque du capitalisme de libre concurrence, apparaissent de moins en moins utilisables — ce développement s'affirme également avec les débuts d'un droit « européen » de l'entreprise, qui doit être facilité par la formation de grands monopoles « multinationaux » sur le plan européen-américain¹²⁶.

La signification de l'Etat en tant que « puissance organisatrice » s'accroît naturellement avec l'aggravation de la concurrence sur le marché mondial et avec l'approfondissement des rapports impérialistes d'exploitation à l'échelle internationale. A cet égard, le degré et l'étendue du développement des formes d'organisation monopolistes d'Etat sont dépendants jusqu'à un certain point de la position concurrentielle de chaque monopole sur le marché mondial. Ainsi, un retard technologique considérable conditionné *grosso modo* par le degré relatif de concentration et d'autres facteurs de cette sorte, peut conduire à ceci que l'appareil d'Etat va forcer l'allure par exemple du développement technologique, en particulier si celui-ci est d'une importance fondamentale pour la reproduction du capital dans son ensemble, et cela sans la pression des monopoles concernés, éventuellement même contre l'opposition de quelques groupes monopolistes¹²⁷. A partir de là s'exprime un rapport fondamental pour le mode de fonctionnement de l'Etat bourgeois, même si, conditionné par les disparités du développement économique, il est déterminé par différentes influences : l'activité de l'appa-

125. Cf. Dieter KLEIN, « Ueber die inneren Widersprüche des modernen Imperialismus » (Sur les contradictions internes de l'impérialisme moderne), *Wirtschaftswissenschaft* (Economie), 1967, fascicule 6, p. 975.

126. Cf. à ce sujet pour le domaine de la *big science* [en anglais dans le texte, N.d.T.] organisée par l'Etat, Wolfgang CARTELLIERI, *Die gross Forschung und der Staat* (La Recherche fondamentale et l'Etat), rapport sur la forme juridique et organisationnelle appropriée pour la recherche fondamentale, partie I et II, Munich, 1967-1969.

127. Une semblable situation s'est vraisemblablement produite lorsque le gouvernement fédéral commença à encourager le traitement électronique des données. Cf. à ce sujet J. HIRSCH, *Wissenschaftlich...*, op. cit., p. 179 et s.

reil d'Etat et son rapport aux capitaux individuels sont influencés de façon déterminante par la position de ces capitaux sur le marché mondial. Mais ce n'est pas en dernière instance à partir de là que doit être analysée et interprétée la contradiction entre la nécessaire « particularisation » de l'Etat vis-à-vis des capitaux et la « cartellisation » monopoliste d'Etat de l'Etat et des monopoles, qui est impulsée par la socialisation continue de la production.

Avec l'encouragement, direct ou indirect, de la technologie industrielle par l'appareil d'Etat, les moments moteurs du développement des forces productives se déplacent au sein du complexe technologico-scientifique monopoliste d'Etat. Aussi loin, à cet égard, que l'appareil d'Etat organise des formes de « production indirecte » dans les secteurs scientifique, technologique et infrastructurel, étant donné l'élargissement de la division sociale du travail, la division du travail dans quelques secteurs de la reproduction sociale n'est plus seulement instaurée par le mouvement des capitaux individuels et par leurs changements de formes, mais aussi administrativement avec l'aide de la « centrale sociale ». Les implications sur la notion concrète de « travailleur social global » (*gesellschaftliche Gesamtarbeiter*) et pour la signification des catégories : travail « productif » et « improductif », en seraient encore à analyser. En tout cas l'appareil d'Etat ne prend plus seulement en charge ici la régulation dans la sphère de la circulation, mais au contraire assume en un certain sens des fonctions directes du capital.

Avec le débrayage partiel et relatif du développement des forces productives d'avec le procès de mise en valeur des capitaux individuels, la structure matérielle de l'appareil de production se réalise dans un volume déterminé grâce à des processus administratifs de régulation et de planification, mis en place par l'Etat. Dans la mesure où l'intervention de l'Etat franchit ce pas décisif de la régulation déterminée quantitativement dans la sphère de la circulation à l'influence et à la structuration matérielle de la production, cela exige l'intégration de calculs de valeur d'usage dans le processus étatique de planification¹²⁸. Mais alors se pose la question de savoir si l'appareil d'Etat bourgeois, dans la forme qu'il a et qui relève

des fondements de la capacité d'autoreproduction du capital, est en mesure de développer de tels calculs à partir de la structure de son processus de traitement de l'information et de son processus de décision. Il faudrait encore analyser minutieusement, en rapport avec son caractère et ses conséquences, cette contradiction entre la forme et la définition des fonctions de l'Etat « néo-capitaliste », d'autant que cette contradiction va peut-être en s'amplifiant. De la même manière, on peut en déduire des déficits manifestes de fonctions, que la contradiction contenue dans le concept de « capitaliste global idéal » aggrave évidemment avec le développement croissant et administrativement organisé des forces productives : de la nécessité de garantir la reproduction du capital dans son ensemble par la production étatique de l'infrastructure, de la science et de la technologie apparaissent des formes d'organisation monopolistes d'Etat complexes dans ce domaine même. C'est un fait notoire, et qui doit être interprété comme une des conséquences économiques globales d'une « dynamique de l'armement » déchaînée aux U.S.A. plus encore qu'en R.F.A., que l'apparition de structures monopolistes d'Etat dans le complexe technologico-militaire paralyse l'appareil d'Etat en tant qu'instance relativement autonomisée, posée par-dessus le processus de reproduction du système capitaliste dans son ensemble et détachée des capitaux individuels, cette paralysie étant au moins partielle et s'étendant peut-être¹²⁹.

L'organisation monopoliste d'Etat du développement des forces productives signifie du reste que la réorganisation des conditions de mise en valeur du capital dans le processus d'accumulation est jusqu'à un certain point déliée de son cours cyclique et est administrativement installée dans la durée. Il s'ensuit que le mouvement cyclique de la crise capitaliste est remplacé dans une certaine mesure par la forme de crises structurelles de longue durée, dont la cause semble résider dans le non-fonctionnement, bien entendu nécessaire, de l'appareil d'Etat pour ce qui est de la résolution des problèmes sociaux.

128. Cf. à ce sujet le programme fondamental « nouvelles technologies » du gouvernement fédéral, *Bundes Forschungsbericht IV* (Bulletin fédéral des recherches n° IV), p. 53 et s., 104 et s.

129. Cf. à ce sujet Ulrich RÖDEL, *Forschungsprioritäten und technologische Entwicklung* (Priorités de la recherche et du développement technologique), Francfort/Main, 1972.

V. Contradictions de l'interventionnisme d'Etat capitaliste

Dans une perspective historique, il faut reconnaître que l'appareil d'Etat, qui avait au moins dans les conditions féodalo-absolutistes une signification en tant qu'accoucheur et béquille de la société capitaliste en voie d'apparition, est « contenu » dans certaines limites dans la période du plein déploiement du capital, puis est tendanciellement réduit à la fonction de garant des rapports capitalistes et des conditions générales de la production capitaliste, pour obtenir finalement, avec l'aggravation de la contradiction dans le procès de développement capitaliste, une signification devant toujours être redéfinie en tant qu'appareil de coercition à destination autant interne qu'externe, et en tant que puissance « économique », c'est-à-dire directement incluse dans le procès de reproduction. La phase libérale de la société bourgeoise, avec une bureaucratie d'Etat comparativement peu développée — même si ce point variait d'un pays à l'autre —, et avec un parlementarisme fonctionnant relativement, apparaît de ce point de vue comme un simple épisode (qui du reste en Allemagne, sur la base des conditions historiques particulières, a été de peu de signification).

Le changement de fonctions de l'Etat bourgeois, la croissance et la différenciation des activités de l'Etat doivent être compris comme la constitution d'une forme propre au système capitaliste, dans laquelle la contradiction entre la socialisation croissante des forces productives et l'appropriation privée peut provisoirement se mouvoir¹³⁰. L'analyse des fonctions de l'Etat doit de ce fait être conduite à partir de l'analyse catégorielle du processus capitaliste de reproduction et de ses contradic-

130. Marx a défini le développement de la marchandise comme une semblable forme de « résolution » des contradictions : « L'échange des marchandises ne peut, comme on l'a vu, s'effectuer qu'en remplissant des conditions contradictoires, exclusives les unes des autres. Son développement qui fait apparaître la marchandise comme chose à double face, valeur d'usage et valeur d'échange, ne fait pas disparaître ces contradictions, mais crée la forme dans laquelle elles peuvent se mouvoir. C'est d'ailleurs la seule méthode pour résoudre des contradictions réelles. C'est par exemple une contradiction qu'un corps tombe constamment sur un autre et cependant le fuie constamment. L'ellipse est une des formes de mouvement par lesquelles cette contradiction se réalise et se résout à la fois. » (*Le Capital*, I, 1, p. 113.)

tions, à l'occasion de quoi on doit prendre garde au fait qu'il ne peut pas s'agir à cet égard de la déduction logique de lois abstraites, mais de l'inventaire catégoriellement déterminé d'un processus historique par lequel les tendances objectives définies par la loi de la valeur et par les rapports capitalistes se font jour, au niveau national comme au niveau international, et ce par le biais de mouvements et de processus politiques concrets, de luttes des classes et de conflits entre les capitaux individuels et entre les groupes de capitaux. L'analyse théorique de l'Etat ne doit pas se limiter au déploiement catégoriel de la loi de la valeur et de la reproduction du capital en général, mais doit comprendre l'ensemble des conditions sociales, politiques et naturelles existant alors, qui déterminent la reproduction de la formation sociale dans son ensemble¹³¹.

Les contradictions de l'interventionnisme néo-capitaliste résultent certes de l'antagonisme fondamental de la société capitaliste, mais toutefois leurs formes d'apparition et les conditions de leur résolution relative sont déterminées par les rapports de forces politiques concrets entre les classes concernées. Comme l'Etat ne peut être *a priori* l'agent immédiat ni du capital dans son ensemble ni de groupes de capitaux individuels, mais est selon sa forme historique le « capitalisme global idéal » sis par-dessus la reproduction de la formation sociale capitaliste en tant que totalité complexe, les activités concrètes de l'Etat se définissent comme les résultats de processus politiques, qui ont certes pour fondement le processus économique de reproduction et les rapports entre les classes, mais qui sont marqués et modifiés concrètement par la politique et par la force des classes ou parties de classes, des groupes de capitaux individuels ou des monopoles¹³². A cet égard, il faut considérer tout d'abord que la contradiction entre les intérêts restreints des capitaux individuels et la garantie des conditions matérielles générales

131. Cf. à cet égard Livio MATTAN, « Notwendigkeit des revolutionären Bruchs » (Nécessité de la crise révolutionnaire), in COLETTI *et al.*, *Sur « l'Etat et la Révolution » de Lénine...*, *op. cit.*, p. 36.

132. Cf. à cet égard la recherche qu'a faite Marx sur les luttes à propos de la législation industrielle et de la durée normale de la journée de travail en Angleterre, qui montre très clairement de quelle manière médiate et contradictoire les nécessités objectives de la reproduction capitaliste s'insèrent dans le processus politique (*Le Capital*, I, 1, p. 227-231).

et à long terme de la reproduction du capital global et du maintien des rapports politiques de domination existants en tant que condition de la sauvegarde des rapports capitalistes se renforce tendanciellement avec l'aggravation de la crise capitaliste, de la monopolisation croissante et de l'inclusion, nécessaire de ce fait, de l'appareil d'Etat dans le processus de reproductions¹³³. L'art et la manière dont se dénoue sa « solution » relative reste dépendante de l'issue des luttes politiques — entre l'alternative finale d'un changement révolutionnaire des rapports de production ou bien du déclenchement de la terreur à visage découvert.

La recherche que nous avons menée plus haut a montré que c'est l'incapacité du capital au développement ultérieur des forces productives et de là à son autoreproduction, incapacité accrue au fur et à mesure du développement capitaliste, qui tendanciellement érige l'appareil d'Etat en « machine capitaliste » pertinente et incluant la globalité complexe du contexte social. Cela signifie en même temps que le système politique ne se contente plus simplement de réagir aux crises économiques, mais au contraire les reproduit encore une fois en son sein : le mécanisme interventionniste d'Etat des crises économiques, qui tend à s'installer en permanence, apparaît de façon relativement immédiate sous forme politique (en tant que crise des finances de l'Etat, sous la forme de luttes administratives autour des problèmes de répartition, de « disparités » infrastructurelles, etc.). Si l'on adopte la thèse selon laquelle la capacité d'autoreproduction du capital sur la base du mouvement des capitaux individuels est structurellement compromise, cela signifie que la reproduction de la formation sociale doit être systéma-

133. Le caractère contradictoire de l'interventionnisme d'Etat est déjà représenté dans les années d'après 1873 par la politique de Bismarck, de cette époque, c'est-à-dire dans les conditions encore relativement simples de l'impérialisme à son début. La caractéristique centrale de cette politique réside dans sa tentative, d'ailleurs incomplètement réussie, d'opérer un jumelage, en vue de « stabiliser le système », de mesures économiques de subventions modérant la crise au profit des groupes de capitaux individuels (protection douanière, politique coloniale), d'oppression déclarée de la classe ouvrière (lois contre les socialistes) et de mesures sociales prises par l'Etat en vue d'un apaisement du prolétariat, encore menacé à cette époque d'anéantissement physique (sécurité sociale). Cf. à ce sujet (avec une bibliographie détaillée) Joachim HIRSCH, *Wissenschaftlich...*, op. cit., p. 11 et s.

tiquement et continuellement médiatisée par l'appareil politico-administratif. L'antagonisme des classes et la concurrence entre les capitaux très organisés deviennent ainsi à part entière des parties constituantes des fonctions du système politique et déterminent de façon immanente son mode contradictoire de fonctionnement. Il faudrait démontrer tout cela en particulier en s'appuyant sur les formes et sur les actions qui résultent de l'enchevêtrement partiel et « monopoliste d'Etat » des bureaucraties industrielles et étatiques, de l'élargissement des administrations semi-étatiques et de l'intégration de partis de masse ou de syndicats à l'appareil d'Etat. De ce fait apparaîtrait également clairement la nécessité de définir plus précisément sur le plan opérationnel la notion d'« Etat », car le « système politique » fonctionnellement érigé au-dessus de la reproduction de la formation sociale capitaliste dans son ensemble ne coïncide manifestement pas avec l'appareil des institutions de l'Etat, au sens juridique (Parlement, gouvernement et administration étatique, tribunaux), mais au contraire inclut d'une certaine façon des organisations de masse telles que des partis et des syndicats, des unités administratives formellement de caractère « privé » (la Communauté allemande de recherche ou bien les instituts de recherche fondamentale) et des institutions formellement indépendantes ou bien contrôlées « socialement » comme le système bancaire public, qui est étroitement lié aux grandes banques, ou les offices radiophoniques. Dans le caractère diffus et empirique de la notion d'« Etat », qui reste encore à définir sur le plan de l'analyse des fonctions, se manifeste entre autres la contradiction croissante entre la « généralité » et la « particularisation » de l'Etat bourgeois dans les conditions du capitalisme monopoliste. Quelques théoriciens du système ont à cet égard constaté à juste titre, même s'ils l'ont fait de façon insuffisante par rapport au contexte social et historique, des perturbations pathologiques dans la « différenciation » du système politique, qui mettent toujours davantage en cause la réussite de mesures d'intervention et de régulation prises en vue de stabiliser le système¹³⁴. Etant donné ce développement, la problématique

134. Cf. surtout N. LUHMANN, « Soziologie des politischen Systems » (Sociologie du système politique), *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie* (Revue colonnaise de sociologie et psychologie sociale), n° 20, 1968, p. 722 et s.; du même auteur : « Komplexität und Demokratie » (Complexité et Démocratie), *Poli-*

de la légitimation de la domination politique dans le capitalisme s'aiguise nécessairement ; la « loyauté des masses » vis-à-vis des rapports de domination existants et vis-à-vis de leurs agents devient dépendante de la relative absence de crise dans le processus économique de reproduction, crise dont la réalisation peut être imputée à un appareil politique se segmentant et entrant en conflit en son propre sein : c'est la base aussi bien pour « l'illusion de l'État social » que pour une « cessation de loyauté », soit incontrôlée et latente, soit manifeste et porteuse de crise¹³⁵.

Pour évaluer convenablement les conséquences politiques de ces développements apparaît le besoin d'une analyse un tant soit peu concluante et détaillée des formes concrètes d'apparition des contradictions de l'interventionnisme d'État. Il suffira ici dans un premier temps d'indiquer quelques points de départ pour ce travail, qui dans l'ensemble reste encore à effectuer : avec la modification de forme du capital (qui a tendance à se transformer en capital monopoliste), issue des crises du processus d'accumulation du capital, se renforce la contradiction qui est contenue dans le concept de « capitaliste global idéal ». Le problème est esquissé par la remarque de Müller et Neusüss, selon laquelle « l'État en tant que représentation de la classe capitaliste dans son ensemble [...] ne peut représenter un intérêt du capital tout entier que dans la mesure où cet intérêt est celui du capital en tant que capital individuel — ou au moins de sa fraction

tische Vierteljahresschrift (Publication politique trimestrielle), n° 10, 1969 ; Frieder NASCHOLD, « Vernachlässigte Aspekte der Regierungs- und Verwaltungsform in der B.R.D. », (Aspects négligés de la réforme du gouvernement et de l'administration en R.F.A.), *Kommunikation* (Communication), n° 4, 1969 ; du même auteur : « Demokratie und Komplexität » (Démocratie et complexité), *Publication politique trimestrielle*, op. cit., n° 9, 1968, p. 484 et s.

Pour une critique de ces essais et pour une reformulation d'une théorie politique, cf. HIRSCH, St. LEIBFRIED, *Materialien zur Wissenschafts- und Bildungspolitik* (Matériaux pour une politique scientifique et de formation), Francfort/Main, 1971, p. 263 et s.

135. Cf. à ce propos BERGMANN *et al.*, « Herrschaft, Klassenverhältnis und Schichtung » (Domination, Rapports des classes et (Stratification), *Spätkapitalismus oder Industriegesellschaft* (Néocapitalisme ou Société industrielle), édité par Th. W. ADORNO, Stuttgart, 1969, p. 67 et s. ; Claus OFFE, op. cit. Cependant, ces deux ouvrages manquent d'une analyse satisfaisante du substrat économique — ainsi que Lucio MAGRI « Für einen neuen Realismus » (Pour un nouveau réalisme), in COLLETTI *et al.*, op. cit., ainsi que Ernst FORSTHOFF, « Verfassung und Verfassungswirklichkeit der

la plus puissante¹³⁶. Cette contradiction s'aggrave dans les conditions d'un développement relativement stagnant des forces productives et d'une organisation monopoliste d'État croissante, c'est-à-dire lorsque des secteurs de l'appareil d'État fusionnent dans une large mesure avec des groupes monopolistes privés (en gros pour ce qui est du complexe militaro-industriel et dans les domaines de la recherche et de la technologie). Peut-être la poursuite de la réalisation des intérêts (à long terme) de la classe capitaliste dans son ensemble sera-t-elle rendue considérablement plus difficile du fait de la pression de puissants monopoles étroitement reliés à des fractions de l'appareil d'État, si ce n'est même carrément rendue impossible. Il faut alors poser la question de savoir dans quelle mesure la monopolisation croissante et la progression des formes monopolistes d'État d'organisation rendent plus difficile ou même contrecarrent la garantie étatique de la reproduction du capital *dans son ensemble*, et quelles conséquences a un semblable développement. Il faut en effet considérer à cet égard que le rapport de l'État aux capitaux individuels et au capital dans son ensemble est fondamentalement déterminé par la position de ces capitaux sur le marché mondial, et par l'enchevêtrement croissant des grands capitaux sur le marché mondial¹³⁷. Ici inter-

Bundesrepublik » (Constitution et Réalité de la constitution de la République fédérale), *Merkur*, n° 22, 1968, p. 401 et s. ; du même auteur : *Der Staat der Industriegesellschaft* (L'État de la société industrielle), Munich, 1971.

136. Cf. MÜLLER-NEUSÜSS, « Die Sozialstaatsillusion... », art. cité, p. 19.

137. Ce contexte doit seulement être défini de manière satisfaisante par une analyse du développement du marché mondial et du système impérialiste dans son ensemble. La question de savoir si et dans quelle mesure les analyses théoriques de l'État ont encore un rapport en général avec les États nationaux doit rester dans un premier temps sans réponse. La forme de l'État national repose essentiellement sur la pénétration historiquement non uniforme des rapports capitalistes à l'échelle internationale et entre constamment en contradiction avec la tendance à la capitalisation continue du monde (« tendance du capital à se propager »). Depuis le début de la phase impérialiste, comme conséquence de la propulsion aux crises du développement capitaliste, la fonction de l'État national, en tant qu'« organisation commune » des capitaux ayant pour but de servir de support aux conditions comparables de concurrence et de mise en valeur, s'est considérablement intensifiée en direction de l'extérieur. Mais, à la suite d'une certaine internationalisation du capital et d'une certaine cartellisation multinationale du capital, cela est superposé par diverses tentatives de constituer des organismes politico-administratifs de grande am-

viennent donc des modifications, comparables à celles qui interviennent du fait des particularités historiques du développement de la bureaucratie (plus grande capacité de rendement des bureaucraties traditionnelles centralisées sur le continent européen qu'aux U.S.A., qui certes ne changent rien au fait que la modification de forme du capital et l'importance croissante des fonctions de l'Etat, qui sont érigées au-dessus du processus de mise en valeur des intérêts des monopoles ou groupes de monopoles privés, entrent dans une contradiction qui va en s'aggravant avec la définition fondamentale des fonctions de l'Etat, qui est d'assurer en totalité la reproduction des rapports capitalistes et de la formation sociale capitaliste.

Toutefois, même une intervention de l'Etat réussissant de façon optimale aurait ses limites. Une contradiction fondamentale de l'Etat réside dans la croissance nécessaire des dépenses de l'Etat pour les subventions, l'annihilation du capital, le développement des forces productives, la paix sociale, etc., qui exigent des déductions croissantes de valeur alors qu'en même temps le processus d'accumulation est en train de s'arrêter¹³⁸. C'est-à-dire que des interventions de l'Etat, dont la fonction est d'organiser les réactions à la baisse tendancielle des taux de profit, de maintenir en marche « équilibrée » le processus d'accumulation et d'écarter les implications « déstabilisantes sur le plan social » des oppositions des classes et de la forme, définie comme capitaliste, du développement des forces productives, paralysent en réalité le processus d'accumulation et portent à un autre niveau les contradictions qu'elles devaient compenser.

La « crise des finances de l'Etat », souvent mentionnée, est certainement aujourd'hui une manifestation décisive du « néo-capitalisme » stagnant et devenu incapable de se reproduire sur sa propre base¹³⁹. Dans la mesure où

pleur (C.E.E.), ainsi que des institutions gouvernementales internationales, dont la tâche est la formulation et la mise en place des intérêts communs des groupes de capitaux les plus hautement développés, mais d'ailleurs pas de ceux du reste du monde capitaliste, ni de ceux du « tiers » monde (F.M.I., « club des Dix », O.C.D.E.). Les conditions dans lesquelles de telles organisations inter- ou supra-étatiques fonctionnent ou échouent — comme dans le cas d'Euratom — seraient encore à analyser.

138. Cf. à cet égard le travail de Mario Cogoy dans le même volume [que celui dont est extrait l'original de ce texte — *N.d.T.*].

139. Cf. P. MATTICK, *Werttheorie...*, *op. cit.*, p. 162 et s.

cette crise ne peut pas être déjouée, ou peut l'être seulement de façon restreinte par l'inflation et par la banqueroute (camouflée) de l'Etat, c'est-à-dire à la charge des petits capitalistes, des salariés, des rentiers et des couches moyennes, ne reste plus alors que l'alternative soit de négliger des « tâches publiques » nécessaires à la reproduction¹⁴⁰, soit d'actualiser la lutte autour de la répartition, c'est-à-dire en faisant baisser systématiquement le prix de la marchandise force de travail, entre autres par une hausse des impôts, dans le but de sauvegarder les taux de profit¹⁴¹. Parmi les conséquences de cette alternative se trouve le fait qu'elle n'est praticable que jusqu'à un certain point dans le cadre de rapports formels-démocratiques et libéralo-constitutionnels, point au-delà duquel l'utilisation ouverte de la violence contre le prolétariat (ou dans un premier temps seulement contre les « groupes marginaux ») devient inéluctable. Une évaluation précise de ce développement suppose certes la connaissance précise de toutes sortes de « contre-tendances », de l'action de certaines stratégies ayant pour but de soutenir administrativement le processus d'accumulation telles que l'accélération de la productivité de la science et de la recherche et jusqu'à la connaissance de la situation générale de l'impérialisme.

Il faut par ailleurs prendre en considération le fait que la nécessité croissante d'une organisation administrative du développement des forces productives (recherche, technologie, infrastructure) suscite au niveau de l'appareil d'Etat des problèmes de planification et de décision qui sont à grand-peine maîtrisés par les formes d'organisation et par les techniques de l'Etat bourgeois. La structure des processus politiques d'information et de décision est organisée dans l'Etat bourgeois en vue de réagir de façon compensatoire sur les résultats des processus de production dirigés selon les principes de la mise en valeur du capital, et en vue d'intercepter et de canaliser les besoins des masses de façon conforme aux besoins du processus de mise en valeur. Si toutefois l'appareil d'Etat est

140. C'est en gros le contexte analytique dans lequel doit être posée la constitution des « disparités » sociales, qu'Offe met en avant (cf. OFFE, *op. cit.*).

141. Cf. par exemple la prise de position significative sur ce problème du conseil d'experts dans le *Jahresgutachten 1971* (Rapport annuel pour 1971), p. 110 et s., ainsi que dans le *Rapport annuel pour 1972-1973*.

contraint d'intervenir de façon organisatrice et dirigiste dans le développement des forces productives et d'influencer dans une mesure importante la structure matérielle future de l'appareil social de production, cela suppose alors l'introduction systématique de calculs de valeurs d'usage et des besoins sociaux dans le processus étatique de planification et de décision, mais à cet égard les seules techniques de planification et de traitement de l'information existantes ne peuvent se révéler en aucune façon suffisantes. Il ne serait également pas tellement juste de considérer que ce serait à « l'appareil d'expression de la volonté nationale » qu'est le parlementarisme bourgeois, en fait essentiellement découpé en fonction de la défense, du filtrage et de la canalisation des besoins sociaux, que reviendrait la tâche d'anticiper les besoins sociaux et de les convertir en calculs concrets de planification, sans modifier radicalement la structure fondamentale de cet appareil¹⁴². Même lorsque l'incapacité des capitaux individuels d'impulser un développement progressif ultérieur des forces productives contraint à certaines formes d'organisation sociale, cela ne signifie pas encore que cette direction s'effectue en fonction des besoins sociaux. Ce serait bien davantage réalisable par une planification sociale de la production matérielle en général, ce qui signifierait en retour l'abolition de l'Etat bourgeois dans sa forme d'incarnation illusoire de la totalité sociale. La planification étatique dans les domaines de la science, de la technologie et de l'infrastructure est caractérisée par ceci qu'elle tire ses données et ses informations décisives du domaine de la production matérielle qui est soustrait à son horizon de planification [= le domaine privé — *N.d.T.*], ce qui signifie que ces données sont *a priori* marquées par les intérêts de la mise en valeur des capitaux importants concernés. Mais ce n'est pas en dernier lieu de là que résulte l'incapacité manifeste de l'Etat à développer des concepts étendus et une planification à long terme. Indépendamment de chaque influence particulière des monopoles sur la planification et sur les décisions de l'Etat,

les caractéristiques du processus administratif de planification et de décision garantissent que la direction capitaliste, pourtant faillie, du développement des forces productives sera administrativement perpétuée, malgré la socialisation croissante de celles-ci et l'intrusion de l'appareil d'Etat dans le processus de reproduction qui en découle — et sera même renforcée, comme par exemple dans le domaine de la technologie spatiale et de celle des armements.

Sur le plan de la stratégie politique, on doit bien prendre en considération le fait que justement les modifications de fonctions de l'Etat qui résultent de l'incapacité du capital à s'autoreproduire ont considérablement élargi la base de l'« illusion de l'Etat social ». Du fait du « caractère de système » que l'Etat acquiert de façon de plus en plus marquante, son caractère de classe perd de son évidence immédiate¹⁴³; plus il devient effectivement une « machine capitaliste », et d'autant moins il apparaît de façon perceptible en tant que « conseil de la bourgeoisie » (*Ausschuss der Bourgeoisie*) — également conditionné qu'il est par les modifications de forme du capital. Selon toute vraisemblance, précisément l'incapacité du capital à s'autoreproduire et la tendance manifeste à la stagnation du capital élargissent de façon tout à fait considérable la base du révisionnisme et du réformisme.

L'instauration tendanciellement achevée des rapports capitalistes dans les Etats capitalistes les plus hautement développés modifie finalement la base politique de l'organisation de domination de manière assez fondamentale. Ce que par exemple Forsthoff déplore en tant que « perte de souveraineté » de l'Etat n'est rien d'autre que la mise à l'écart par le processus économique de couches sociales qui sont les soutiens et les supports traditionnels de l'Etat autoritaro-bureaucratique (propriétaires fonciers féodaux, moyenne bourgeoisie en tant que recrutement traditionnel pour les métiers de la fonction publique). Mais plus l'Etat devient effectivement un Etat capitaliste, plus s'accomplit la polarisation entre capitalistes et salariés, plus les rapports capitalistes se politisent du fait de l'interventionnisme croissant de l'Etat, et plus la loyauté des masses dépend en définitive du fait que l'on réussit ou non à maintenir un tant soit peu et sans trop de dommages le processus de reproduction élargie (plein-

142. Cela apparaît clairement en R.F.A. du fait que le Parlement en pratique n'est pas associé aux décisions stratégiques centrales de recherche, alors que la bureaucratie gouvernementale s'est entourée d'un réseau de « conseillers » issus du complexe scientifico-industriel. Les décisions politiques de recherche incombent en pratique à ces cercles administrativo-industriels. Cf. à ce sujet J. HIRSCH, *Wissenschaftlich...*, op. cit.

143. Cf. MAGRI, « Für einen neuen Realismus » loc. cit., p. 68.

emploi et croissance du produit social), c'est-à-dire à garantir le développement ultérieur des forces productives. Que cela ne peut réussir à terme, on peut l'établir en s'appuyant sur tout ce qui a été introduit ci-dessus. Toutefois, les conséquences politiques d'une « crise déclarée de l'Etat social et interventionniste » restent ouvertes. Comme les contradictions économiques se manifestent d'abord sous forme de déficits administratifs, d'erreurs de planification, « d'insuffisances de la politique de stabilisation », et comme la crise de l'administration perce tout d'abord dans certains secteurs sociaux et dans certaines zones marginales, il faut compter avec une croissance des révoltes sectorielles et avec un reflux de plus en plus étendu de la loyauté des masses, dont la répression, par la violence ou par la manipulation, sera une charge croissante pour l'appareil d'Etat. Par ailleurs et indépendamment de cela existe une base de masse potentielle pour un renforcement tendancielle fasciste et autoritaro-bureaucratique de la violence de l'Etat, dans la mesure où la faiblesse et les insuffisances de celui-ci semblent être à l'origine des défauts de la société. La crise de la reproduction du capital n'apparaît plus dans tous les cas immédiatement comme telle, mais au contraire d'abord en tant que crise de l'appareil d'Etat. A l'encontre de cela, nous n'avons provisoirement pas à trancher le point de savoir si la politisation tendancielle des rapports capitalistes contribue à rendre plus limpides les rapports sociaux existants ou si la répression ouverte croissante et l'utilisation de la violence suscitent des réactions politiques massives. Mais ce qui est important, c'est que, lors de l'élaboration des analyses politiques et du développement des stratégies politiques, l'Etat doit être pris en compte sur la base d'une théorie finement développée. Visiblement, le rapport entre le « fondement » et la « superstructure » est devenu plus complexe. L'« illusion de l'Etat social » et ses implications politiques doivent être rejetées comme étant l'œuvre de quelques idéologues, ce qui permettrait de se concentrer sur la contradiction fondamentale, à savoir la rapport entre le travail salarié et le capital, et sur la préparation du « grand bouleversement ».

(Traduit par E. Dufeil.)